

# LA PRESSE

**EXCLUSIF** SPVM

## COUP DE FREIN SUR LES CONTRAVENTIONS

La chute marquée des constats d'infraction en juillet coïncide avec l'intensification des moyens de pression des employés municipaux.

PAGE A4



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Les Carabins entament leur saison à Québec contre le puissant Rouge et Or.

## FOOTBALL UNIVERSITAIRE CHAUDES LUTTES À L'HORIZON

SPORTS

## COMMISSION CHARBONNEAU

**YVES BOISVERT**  
LE VIF DU SUJET PAGE A3

**PATRICK LAGACÉ**  
ET JEAN CHAREST, M<sup>me</sup> CHARBONNEAU? PAGE A3



Jean Charest et Tony Accurso en 2001 lors d'un cocktail de financement du Parti libéral au restaurant de l'entrepreneur, à Laval.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

# « C'EST PAS UN SECRET QUE JE SUIS PLUS LIBÉRAL QUE PQ »

Au troisième jour de son témoignage, Tony Accurso a été interrogé sur ses rapports avec les partis politiques. L'entrepreneur, qu'une photo dévoilée hier montre joue contre joue avec Jean Charest, a raconté avoir perdu le droit de soumissionner chez Hydro-Québec après l'élection de Pauline Marois. « Je n'ai peut-être pas donné assez d'argent au PQ. » PAGE A2

## ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE COUILLARD SONNE L'ALARME

Les finances publiques sont dans un état lamentable, selon le premier ministre.

AFFAIRES

**MICHÈLE OUMET**  
PAYER OU NE PAS PAYER LES RAVISSEURS DE L'ÉTAT ISLAMIQUE?  
PAGE A15



James Foley

PHOTO ASSOCIATED PRESS

*The Judge* (avec Robert Downey Jr. et Robert Duvall) a été présenté en première mondiale hier.

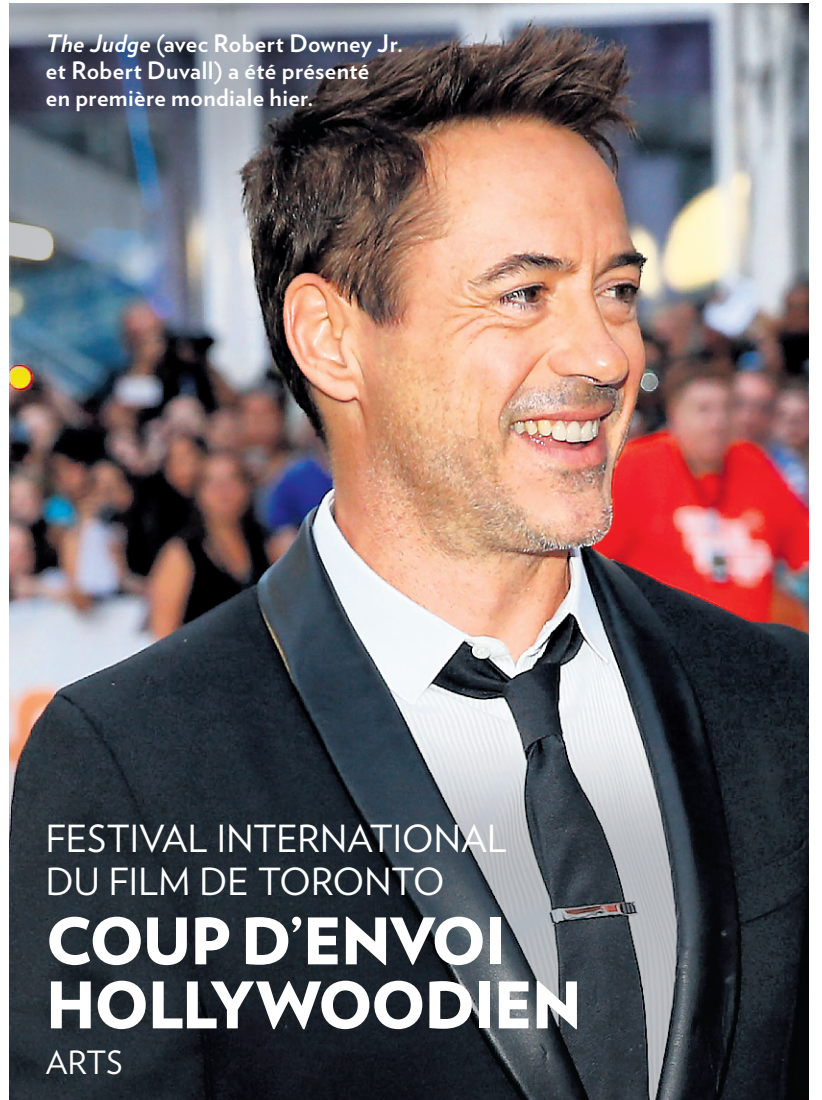


PHOTO MARK BLINCH, REUTERS

FESTIVAL INTERNATIONAL  
DU FILM DE TORONTO  
**COUP D'ENVOI  
HOLLYWOODIEN**  
ARTS

**MON CLIN D'ŒIL** STÉPHANE LAPORTE

On pourrait remettre des trophées pour les témoignages à la commission Charbonneau: les Tony Awards.

Venez voir mon blogue! [www.lapresse.ca/laporte](http://www.lapresse.ca/laporte)



RBC Banque Royale

LES VOYAGEURS<sup>MC</sup> ONT LA LIBERTÉ DE  
CHOISIR LEUR COMPAGNIE  
**AÉRIENNE**



[RBC.COM/VOYAGES](http://RBC.COM/VOYAGES)

## CEIC TÉMOIGNAGE DE TONY ACCURSO

# INCURSION DANS LE MONDE POLITIQUE

DAPHNÉ CAMERON

Après avoir consacré près de trois jours à scruter les amitiés de Tony Accurso avec d'anciens chefs syndicaux, la commission Charbonneau s'est lancée sur une autre piste: ses rapports avec les gouvernements Charest et Marois.

Quelques minutes avant d'ajourner ses travaux pour la journée, hier, la Commission a diffusé une photo de l'ancien premier ministre Jean Charest, joue contre joue avec l'entrepreneur en construction Tony Accurso. On peut y lire la dédicace. « Cher Tony. Merci pour l'appui. Amitiés. Charest. 2001 »

« Je pense que c'est pas un gros secret que je suis plus libéral que PQ », a dit Tony Accurso au troisième jour de son témoignage devant la Commission. « Cette photo-là a été prise à mon restaurant. On m'a demandé de financer un cocktail. C'est le Parti libéral, ce n'est pas moi, qui s'est occupé de cette activité-là, mais j'ai fourni la place pour qu'eux autres viennent. »

Savez-vous combien d'argent a été amassé lors du cocktail? a demandé la procureure en chef de la Commission, M<sup>e</sup> Sonia Lebel. « Aucune idée », a répondu Tony Accurso.

Sur ce, la Commission a ajourné ses travaux, laissant de nombreuses questions en suspens.

*La Presse* avait déjà fait état de cette photo, samedi, dans son grand portrait de Tony Accurso. Son porte-parole a finalement réagi hier (voir autre texte).

## « C'est une commande politique »

En fin d'après-midi hier, la Commission a diffusé trois enregistrements obtenus par écoute électronique qui n'avaient pas encore été rendus publics à ce jour. Les conversations ont lieu en 2012 entre Tony Accurso et son fils Jimmy dans un premier temps, entre Tony Accurso et l'ancien patron de la FTQ Michel Arseneault dans un deuxième temps et enfin, entre Tony Accurso et l'ancien cadre et ex-DG de la Ville de Montréal Robert Abdallah.

Dans les conversations, on peut entendre M. Accurso, en état de choc après avoir reçu une lettre d'Hydro-Québec, qui l'avertit que

ses entreprises ne pourront plus soumissionner des contrats de la société d'État « pour une durée indéterminée ». Cette lettre lui est parvenue peu de temps après l'élection du gouvernement Marois.

« J'ai parlé à [nom caviardé] qui est proche du PQ », dit-il à Robert Abdallah dans l'une des conversations interceptées. « C'est une commande politique », poursuit-il.

Appelé à préciser cette écoute devant la Commission et ce qu'il entendait par commande politique, Tony Accurso a déclaré: « Le message que j'ai eu c'est que ça venait du bureau de Pauline Marois et que c'est le bureau de Pauline Marois qui aurait appelé pour dire: barre-les des chantiers. C'était impossible que ça vienne d'Hydro-Québec. »

Après avoir reçu la lettre, Tony Accurso téléphone aussi à Michel Arseneault qui, au moment de répondre, se trouve à l'Assemblée nationale. « Écoute, pendant que t'es là... Je viens juste de recevoir une lettre d'Hydro-Québec... Ils disent que je ne peux plus jamais soumissionner pour eux autres », dit M. Accurso.

« OK. Je regarde ça et je te rappelle », répond Michel Arseneault.

« S'il vous plaît, s'il vous plaît », plaide l'entrepreneur.

Questionné par la Commission sur la raison pour laquelle il croyait avoir été « barré » d'Hydro-Québec, il a répondu: « Je n'ai peut-être pas assez donné d'argent au PQ. »

Accurso a notamment expliqué avoir été « barré » des contrats d'Hydro-Québec à la Romaine en ces mots: « C'était un contrat de 25 millions juste à côté. [...] Je ne pouvais pas comprendre pourquoi ce qu'on n'avait pas le droit juste de soumissionner. J'aurais fait sauver minimum minimum 7 à 8 % à l'Hydro-Québec sur ce contrat-là, sur la continuation du contrat parce que j'étais déjà là avec tout mon équipement. [...] Quand j'ai eu ça, je braillais quasiment, parce que j'étais vraiment pas content. Et j'ai demandé à mon ami Robert Abdallah, peux-tu t'informer, qu'est-ce qui s'est passé. »

Une fois le témoignage de Tony Accurso, la Commission doit d'ailleurs se pencher sur un bref volet entourant Hydro-Québec. Trois ou quatre témoins « de faits » seront entendus. La teneur exacte de ce segment n'a pas encore été expliquée.



PHOTO IVANOË DEMERS, LA PRESSE

Tony Accurso a poursuivi son témoignage devant la Commission d'enquête sur l'industrie de la construction, hier, abordant ses liens avec le monde politique provincial, de même que son bannissement de tout contrat pour Hydro-Québec en 2012.

## SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 8	Loteries	A12
Astrologie du jour	AFFAIRES 7	Monde	A14-15
Débats	A16-17	Petites annonces	AFFAIRES 6
Décès	AFFAIRES 7	Sudoku	AFFAIRES 4
Horaire télévision	ARTS 10		

## Météo

Ciel variable, maximum 31. AFFAIRES 6

## PAS DE MINISTRES OU DE DÉPUTÉS SUR LE TOUCH, DIT ACCURSO

Aucun ministre ou député n'a voyagé sur le *Touch*, a déclaré hier Tony Accurso devant la commission Charbonneau. Le seul personnage à s'ajouter à la liste des passagers déjà rendue publique lors des travaux de la Commission est celui de... Mick Jagger.

Plus tôt dans la journée, la procureure en chef de la Commission, M<sup>e</sup> Sonia Lebel, avait demandé la liste complète des passagers du luxueux yacht.

« Vous avez confectionné une liste de passagers à partir de la preuve qu'on vous a fournie », lui a reproché la juge

France Charbonneau hier matin.

Au retour de la pause du dîner, M. Accurso a finalement précisé qu'aucun ministre ou député n'avait navigué sur le *Touch*. Aucun haut fonctionnaire ou membre d'un cabinet politique n'a été sur son yacht, a ajouté le témoin-vedette.

En 2009, la chef parlementaire de l'ADQ, Sylvie Roy, avait affirmé à l'Assemblée nationale que trois ministres avaient séjourné sur le *Touch*, créant un véritable séisme politique et médiatique.

— Daphné Cameron

## Le gouvernement Marois avait Accurso en grippe

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Le gouvernement de Pauline Marois avait pris en grippe Tony Accurso et ses entreprises.

Lors de la préparation de la loi 1, qui contraignait les sociétés désireuses de décrocher des contrats du gouvernement à montrer patte blanche à l'Autorité des marchés financiers et à l'UPAC, l'ancien président du Conseil du trésor, Stéphane Bédard, a maintes fois déclaré derrière des portes closes que la loi visait spécifiquement l'entrepreneur montréalais, explique un témoin à ces réunions.

Cela suscitait même un malaise chez Hydro-Québec, qui aimait bien travailler avec les entreprises de M. Accurso, jugées compétentes et particulièrement efficaces, « sans égard à la façon dont les contrats étaient obtenus », confiait-on hier.

Plus tard, quand l'Autorité des marchés financiers (AMF) a autorisé le Groupe Hexagone à avoir des contrats de Québec — la firme issue des sociétés d'Accurso —, Stéphane Bédard a pris la mouche. En vacances dans le Sud quand il l'a appris, il a fait savoir qu'il était furieux et qu'à son avis l'AMF avait cautionné l'entrepreneur controversé par cette décision.

Joint hier par *La Presse*, un porte-parole de M. Bédard, aujourd'hui chef intérimaire du PQ, a fait savoir que le parti ne commenterait pas les travaux de la commission. « Nous avons déposé et adopté la loi 1 », se contentait-on de souligner.

À la commission Charbonneau, hier, M. Accurso a attribué à une intervention politique du gouvernement Marois une lettre d'Hydro-Québec qui le prévenait qu'il ne pourrait plus attendre de contrats de la société d'État.

Hier soir, cependant, des sources dans l'entourage immédiat de Pauline Marois, au cabinet de l'ex-ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, et chez Hydro-Québec convergent toutes vers une même version des faits: jamais une telle directive n'a émané du cabinet de la première ministre. Ni dans les jours suivant l'élection ni après.

« C'est probablement une décision d'Hydro-Québec », a supputé un ancien membre du cabinet Marois en guise d'explication.

Chez Hydro-Québec hier soir, la chef des Affaires publiques et médias, Isabelle Thellen, a indiqué que la société d'État ne commenterait pas les propos de M. Accurso « par respect pour les travaux de la Commission ».

**HUBLOT**

**BIG BANG FERRARI  
CERAMIC CARBON**

**CHÂTEAU D'IVOIRE**  
JOAILLIERS

MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651  
SANS-FRAIS | 888 883 8283  
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

## CEIC TÉMOIGNAGE DE TONY ACCURSO

Et Jean Charest, M<sup>me</sup> Charbonneau?PATRICK LAGACÉ  
CHRONIQUE

Mes collègues Kathleen Lévesque et Daphné Cameron vous ont parlé de cette photo, le week-end dernier, dans leur grand portrait de Tony Accurso: le magnat de la construction faisant l'accolade à Jean Charest. La Commission l'a diffusée, hier.

Elle date de 2001. Jean Charest était chef de l'opposition officielle. C'était avant son élection comme premier ministre en 2003.

Si Tony Accurso est accusé au criminel dans plusieurs affaires de corruption, aucune n'implique l'ancien premier ministre. Mais elle symbolise tout de même une époque, celle où Jean Charest est arrivé à la tête du PLQ, celle où l'argent est devenu une valeur très importante au parti.

Ce n'est pas moi qui le dis. C'est Robert Benoit, président de PLQ (1985 à 1989) et député d'Orford (1989 à 2003), qui a raconté en juin à la Commission comment l'arrivée de Jean Charest au PLQ en 1998 a marqué un tournant inédit du parti vers l'argent et les gros bailleurs de fonds.

Le PLQ s'est éloigné d'activités de financement « plus populaires », comme les soupers spaghettis à contributions modestes, a raconté le témoin Benoit, pour organiser davantage d'activités ciblant de grands donateurs.

Au début de 2003, juste avant l'élection où il ne se représentera pas, M. Benoit se sent de plus en plus pressé d'amasser de l'argent: « Et là, il y a un nom qui commence à circuler, qui m'énerve, qui me fatigue, et c'est le nom de Marc Bibeau. »

Bibeau est le président de la Commission des finances du PLQ, en 2003. Il est apparu avec Jean Charest, a dit M. Benoit, qui n'avait jamais croisé M. Bibeau avant, au PLQ.

C'est M. Bibeau, haut dirigeant de Shokbéton, qui, en 2003, avant l'élection, rencontre les députés pour leur dire que l'argent, c'est important. « Si tu veux te présenter à la prochaine élection, il faut que tu ramasses de l'argent », dit M. Bibeau à M. Benoit, selon le témoignage de ce dernier.

Pour ce vieux routier du PLQ, cette demande était inédite, dans le parti qu'il avait servi depuis l'époque de Claude Ryan. Robert Benoit a relaté la suite de l'échange à la Commission:

— Je me présente pas à la prochaine élection.

— Oui, a alors répondu M. Bibeau, mais si tu veux qu'on te nomme quelque part...

— Si vous voulez me nommer quelque part, vous me nommez, puis si vous voulez pas me nommer, vous me nommez pas, a répondu M. Benoit, selon son témoignage.

Après 2003, M. Benoit a continué à côtoyer d'anciens collègues qui étaient désormais députés dans le gouvernement. À cause des objectifs de financement du PLQ, a-t-il témoigné, certains lui disaient qu'ils n'étaient pas certains d'avoir bien fait de se représenter.

Cette nouvelle culture de l'argent sous Jean Charest a poussé les députés et ministres libéraux à agir en quêteux. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Pierre Paradis, alors simple député de Jean Charest, lors d'une entrevue qu'il m'a

accordée en 2011 aux *Francs-tireurs*. Sur l'obligation pour les ministres d'amasser 100 000\$ par année pour le PLQ, M. Paradis m'avait dit ceci: « Comme ministre, quand tu dois te déguiser en quêteux, ça te pose dans une situation inconfortable. »

Je regarde la photo de MM. Accurso et Charest. Elle symbolise pour moi le début de cette époque où Jean Charest a demandé à ses députés et ministres – via Marc Bibeau – de devenir des quêteux. Cette quête, fatalement, les libéraux la faisaient auprès de donateurs qui avaient parfois beaucoup à gagner d'une décision gouvernementale favorable.

Que Jean Charest refuse de répondre en personne à des questions sur cette photo (il a fui ma collègue Kathleen Lévesque, avant-hier, au lancement d'un livre sur Brian Mulroney), c'est son droit.

Mais je ne comprends pas qu'une commission d'enquête qui a mis Rambo Gauthier sur le gril pendant des jours et des jours n'ait pas encore convoqué Jean Charest et Marc Bibeau pour les faire témoigner sous serment.

La commission Charbonneau explore les jeux de coulisse qu'on retrouve aux intersections créées par l'argent et le politique. Des années de reportages médiatiques, de dénonciations policières et de témoignages à la

*Cette photo symbolise une époque, celle où Jean Charest est arrivé à la tête du PLQ, celle où l'argent est devenu une valeur très importante au parti.*

commission Charbonneau mènent à cette question: sous Jean Charest, le pouvoir de l'État était-il utilisé comme une carotte pour inciter des gens à faire de gros chèques au PLQ?

MM. Charest et Bibeau pourraient nous éclairer sur le pouvoir de l'argent au PLQ, de 1998 à 2012. Pourtant, Jean Charest et Marc Bibeau n'ont pas encore été convoqués. C'est absolument incompréhensible: ce sont eux qui ont favorisé ce climat de tout-auf-ric décrit par Robert Benoit.

Le temps commence à manquer à la commission. Déjà que les questions des procureurs commencent à devenir synonymes de mièvrerie, s'il faut en plus que la Commission présidée par France Charbonneau ait peur d'inviter les vrais hommes de pouvoir à témoigner à sa barre, je me demande ce que le rapport final va nous apprendre que nous ne savions pas déjà depuis 2009, grâce aux reportages médiatiques.

La commission Gomery, en son temps, n'a pas hésité à convoquer un ancien premier ministre (Jean Chrétien) et un premier ministre en fonction (Paul Martin) pour qu'ils expliquent sous serment ce qu'ils savaient ou pas.

On peut même se demander pourquoi la CEIC n'a pas convoqué Claude Blanchet, homme d'affaires et mari de Pauline Marois, pour expliquer ce « deal » évoqué par Michel Arsenault, quand le président de la FTQ était sous écoute électronique.

Bref, je suis curieux, M<sup>me</sup> Charbonneau: pourquoi ne pas viser aussi haut que John Gomery?

## Le vif du sujet

YVES BOISVERT  
CHRONIQUE

À la fin de la troisième journée, on a finalement accosté dans le vif du sujet.

Commençons par les PPP, les partenariats public-privé. Dans une conversation déjà entendue avec Michel Arsenault, Tony Accurso se plaint amèrement du PPP de l'autoroute 30: un consortium espagnol a remporté la mise et... les travaux d'ingénierie sont confiés à des Chinois. Accurso est furieux que l'argent et les impôts soient envoyés à l'étranger; il dit à Michel Arsenault d'en alerter le premier ministre Jean Charest.

On sait que Michel Arsenault a obéi rapidement et fait valoir auprès de Charest la perte pour l'économie québécoise: cette conversation a été entendue cet hiver.

Certains se scandaliseront de l'accès relativement direct du chef de la plus importante centrale syndicale au premier ministre. Ou du fait que Michel Arsenault serve de courroie de transmission à un entrepreneur. La procureure a tenté de faire avouer à Accurso l'évidence: mais oui, il utilise ses contacts pour faire valoir ses points de vue et surtout ses intérêts.

Il n'est pourtant pas anormal qu'un syndicaliste représentant des centaines de milliers de travailleurs puisse avoir accès au chef du gouvernement. Normal aussi qu'il plaide pour le nationalisme économique.

Mais ce qui est révélateur ici, c'est plutôt le rapport d'Accurso avec les PPP. Il se plaint, dans une autre conversation avec Arsenault, de ne pas avoir remporté l'appel d'offres pour le pont de l'autoroute 25. « Vous mettez de l'argent en hostie au Parti libéral », observe, compatissant, le président de la FTQ. Tout de même épatant que Michel Arsenault semble voir une forme d'impolitesse, sinon d'injustice, dans l'ingratitude du gouvernement libéral...

## La peur de la concurrence

Revenons à la question essentielle: pourquoi un entrepreneur comme Accurso tient-il le même langage que les syndicats au sujet des PPP? Il dit que c'est par nationalisme économique. Il se plaint de ne pas pouvoir faire face aux consortiums pour obtenir du financement international.

Mais il y a surtout un truc très, très agaçant pour Accurso dans les PPP: la... concurrence. Et la concurrence internationale en plus! La magie des appels d'offres organisés entre copains n'opère plus, tout d'un coup. Et un « étranger » part avec le contrat...

## Le PQ et Hydro

Autre moment fort: la conversation où le fils apprend au père Accurso qu'Hydro-Québec cesse de faire affaire avec toutes ses entreprises. On est le 12 septembre 2012 (bizarre qu'on en parle, puisque le décret d'octobre 2011 créant la Commission fait porter ses travaux sur les 15 ans précédents, mais enfin). Accurso est furieux. Il appelle ses contacts: Robert Abdallah, ex-DG de la Ville de Montréal, et surtout ex-cadre à Hydro (qui a quitté la société depuis longtemps). Il appelle Arsenault. Il cherche de l'information.

Il apprend que l'ordre est venu « du bureau de Pauline Marois ». « On n'avait rien fait de mal, j'ai peut-être pas donné assez au PQ », dit-il.

Rien fait de mal, vraiment?

En 2010, deux de ses entreprises plaident coupable à une fraude fiscale de 4,1 millions. Fausse facturation, dépenses pour rénover le *Touch* imputées à son entreprise de construction, etc.

En avril 2012, Accurso est personnellement accusé de fraude et de corruption dans une affaire impliquant le maire de Mascouche.

En août 2012, il est accusé de fraude fiscale dans le cadre d'une enquête sur la corruption à Revenu Canada. Les banques le larguent pour cause de « risque réputationnel ».

*Il y a surtout un truc très, très agaçant pour Accurso dans les PPP: la... concurrence.*

Le 4 septembre 2012, le PQ prend le pouvoir, largement sur le thème de la corruption. Déjà, les lois prévoient qu'une entreprise peut perdre sa licence si elle a été condamnée pour fraude fiscale; un article sur les bonnes mœurs des administrateurs entrera également en vigueur. Bref, on n'est pas scandalisé de ce que le nouveau gouvernement « barre » certains entrepreneurs en attendant que les certifications aient lieu. Comme par hasard, c'est cet automne-là que Tony Accurso a compris qu'il devait quitter son empire s'il ne voulait pas qu'il coule complètement.

L'intervention du bureau de Pauline Marois, si elle a eu lieu, était peut-être audacieuse juridiquement, mais elle se justifie parfaitement dans le contexte de 2012.

## Les courroies politiques

Jusqu'ici, par ailleurs, la preuve ne révèle pas de voie de communication directe entre Accurso et les politiques, PQ ou PLQ: il utilise son grand ami Arsenault.

Ce que la preuve étale jusqu'ici, c'est un Tony Accurso dont les liens d'amitié et d'influence étaient profonds dans l'univers syndical. La procureure a tenté de lui faire admettre que cela lui donnait accès à « la part du lion » des investissements du Fonds de solidarité. Ce qui a donné lieu à une querelle un peu vaine. On n'a qu'à sortir les chiffres de ses dossiers acceptés et refusés!

La Commission n'a pas le droit d'explorer certains territoires municipaux pour cause de procès criminels à venir, mais on sait qu'il avait de précieux contacts au plus haut niveau dans des villes.

À l'Assemblée nationale? La preuve n'est pas encore devant nous, même si nous avons maintenant cette superbe photo autographiée de Jean Charest et Tony Accurso en 2001 (deux ans avant qu'il ne prenne le pouvoir), qui rappelle l'exubérance de Marcel Aubut embrassant Vladimir Poutine à Sochi...

Ce fut long depuis lundi, pénible souvent, mais on arrive enfin au sujet principal.

On peut appeler ça la collusion, la corruption, le financement illégal. C'est en somme la haine de la concurrence et les moyens de l'éviter.

## Charest aurait rencontré Accurso trois fois

## DAPHNÉ CAMERON

Malgré leur proximité sur le cliché diffusé à la commission Charbonneau, hier, Tony Accurso et Jean Charest n'ont aucun lien d'amitié, a déclaré le porte-parole de l'ancien premier ministre du Québec.

« Contrairement à ce que la photo démontre, ils ne sont pas proches, il se sont vus trois fois dans leur vie », a déclaré Grégory Larroque, conseiller de Jean Charest au sein de la firme McCarthy Tétraut, où il travaille maintenant.

Quant à la dédicace, M. Larroque affirme que Jean Charest en a signé des « milliers » comme celle-là dans sa carrière politique. « Il me semble que M. Charest est un peu plus raide que M. Accurso », a souligné M. Larroque.

La photo a été prise au moment où Jean Charest était chef de l'opposition en 2001. Le cocktail a été organisé pour la campagne de l'ancien ministre libéral Thomas Mulcair dans la circonscription de Chomedey, a indiqué M. Larroque. Il s'est tenu au restaurant l'ONYX, qui appartient à Accurso.

La Presse tente de faire réagir Jean Charest depuis une semaine. Nous avons demandé une fois de plus s'il était possible de lui parler de vive voix.



La Presse a obtenu un autre cliché (qui n'a pas été diffusé hier à la commission Charbonneau) sur lequel on peut apercevoir Jean Charest, Tony Accurso et Thomas Mulcair.

M. Larroque a signalé que M. Charest n'avait pas l'intention de commenter la photo publiquement.

## Réaction de Thomas Mulcair

La Presse a obtenu un autre cliché (qui n'a pas été diffusé hier à la

commission Charbonneau) sur lequel on peut voir Jean Charest, Thomas Mulcair et Tony Accurso.

Nous avons fait parvenir la photo au chef du NPD par le truchement de son service de communications, qui n'a pas été en mesure de nous

« Il existe des milliers de photos de politiciens avec différentes personnes dont il est impossible de connaître toutes les activités. »

— Véronique Breton, attachée de presse du caucus NPD

fournir le contexte dans lequel le cliché a été pris. « Rencontrer des gens fait partie intégrante de la vie d'un élu. Il existe donc des milliers de photos de politiciens avec différentes personnes dont il est impossible de connaître toutes les activités. Avec une vie publique de plus de 25 ans, le chef de l'opposition ne fait pas exception à la règle », a déclaré Véronique Breton, attachée de presse du caucus NPD.

M. Mulcair a été député du PLQ dans Chomedey de 1994 à 2007 avant de faire le saut en politique fédérale.

## MONTRÉAL PLUS

# Chute du nombre de contraventions

Le syndicat des policiers assure qu'il n'y a aucun lien avec le conflit sur les régimes de retraite

EXCLUSIF

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Les policiers de Montréal ont mis la pédale douce sur les contraventions cet été, révèlent des données obtenues par *La Presse*. Alors que le SPVM constate que cette soudaine diminution coïncide avec les moyens de pression contre le projet de loi sur les régimes de retraite, le syndicat des policiers assure ne pas avoir donné de mot d'ordre à ses membres.

*La Presse* a obtenu en vertu de la Loi sur l'accès à l'information le nombre de contraventions données mois par mois par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), depuis 2010. Ces données indiquent que les policiers ont dressé 24 051 constats en juillet dernier, soit la moitié (- 54 %) moins que la moyenne observée depuis le début de l'année. Si on compare ce chiffre à la moyenne de contraventions distribuées lors des mois de juillet des années précédentes, la baisse est de 41 %.

En fait, depuis 2010, jamais les policiers n'avaient donné aussi peu de constats en un mois qu'en juillet dernier.

Une baisse est également observable dans le nombre de contraventions dressées par les agents de stationnement du SPVM. Ceux-ci ont laissé en juillet dernier un peu moins de 90 000 billets sur les pare-brise d'automobilistes, contre 111 000 en moyenne pour la même période les années précédentes, soit une diminution de - 19 %.

«Le SPVM est bien au fait de cette diminution. Celle-ci coïncide avec l'intensification des moyens de pression en lien avec



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Les policiers du SPVM ont rédigé 24 051 constats d'infraction en juillet dernier, soit 54 % de moins que la moyenne observée depuis le début de l'année.

le projet de loi 3. Le Service suit le dossier attentivement depuis quelques semaines et regarde les différentes alternatives qui s'offrent à lui», a réagi le corps policier dans un courriel à *La Presse*.

Le chef syndical s'est même dit surpris par cette baisse

les policiers pourraient également remettre des infractions moins onéreuses. Vérification faite, la valeur moyenne des contraventions est restée stable, à 118\$.

Alors que les contraventions ont permis à la Ville de récolter un peu plus de 144 millions en

juillet dernier par les policiers pourraient représenter une perte de 2,2 millions. Pour les agents de stationnement, le manque à gagner serait de 1,1 million.

Invité à réagir, le cabinet du maire a dit être «en train d'analyser la situation. À cet égard, aucune option n'est exclue pour le moment», a indiqué un porte-parole, Louis-Pascal Cyr, au sujet des mesures que la Ville pourrait prendre. Depuis le début du bras de fer sur les régimes de retraite, l'administration Coderre répète qu'elle refilera la facture du conflit aux syndicats.

**Les contraventions, un «service essentiel»**

Ce n'est pas la première fois qu'un conflit de travail avec un corps policier entraîne une soudaine baisse des constats d'infraction. Les patrouilleurs de la

Sûreté du Québec avaient fait une grève des contraventions en 2000 et 2005, diminuant de moitié le nombre de billets rédigés. La Ville de Québec avait observé des baisses similaires lors des négociations de conventions collectives de ses agents de 2003 et 2007, bien que leur syndicat ait toujours nié avoir exercé un tel moyen de pression.

«Depuis 1944, les policiers municipaux n'ont pas le droit de grève. Alors dans leurs négociations collectives ou lors des projets de loi qui peuvent modifier leurs conditions de travail, ils se trouvent limités. C'est pourquoi ils peuvent se tourner vers d'autres moyens de pression», explique Marc-Antoine Hennebert, professeur de relations de travail à HEC Montréal.

La Ville de Québec a toutefois créé un précédent en 2008 en s'adressant au Conseil des services essentiels. La Fraternité des policiers de Québec avait alors été forcée de reprendre «de façon normale et habituelle» la distribution des constats, une décision qu'elle avait tenté de contester, en vain, jusqu'en Cour suprême. «L'émission de constats d'infraction fait partie intégrante du rôle du policier et, qu'à défaut de le faire de façon habituelle et régulière, la population se voit privée d'un service auquel elle a droit», peut-on lire dans la décision du Conseil.

L'administration Labeaume avait également poursuivi pour 7 millions son syndicat afin de récupérer le manque à gagner. Le dossier s'était finalement réglé hors cour en 2011, quand le syndicat avait accepté de verser un million à Québec.

Soulignons que le directeur général de la Ville de Québec à l'époque occupe aujourd'hui le poste équivalent à Montréal, Alain Marcoux.

«Le SPVM est bien au fait de cette diminution. Celle-ci coïncide avec l'intensification des moyens de pression en lien avec le projet de loi 3.» — Réaction par courriel du SPVM

puisque les agents affectés à la circulation lui auraient rapporté avoir été forts occupés tout au long de l'été.

Certains médias avaient avancé cet été que, parmi les moyens de pression envisagés,

2013, la baisse de cadence des policiers et agents de stationnement risque de se répercuter dans les coffres de la Ville de Montréal. Un calcul rapide permet d'évaluer que les quelque 17 000 billets remis en moins en

## NOUVEAU RECORD POUR LE GRAND BAL DES VINS-CŒURS

Nouvelle année, nouveau record pour le Grand Bal des Vins-Cœurs de la Fondation de l'Institut de cardiologie de Montréal: l'événement tenu hier soir au stade Uniprix a permis d'amasser plus de 3 millions de dollars, le montant le plus élevé de son histoire. Le vice-président exécutif de Power Corporation, John A. Rae, a reçu la prestigieuse médaille d'honneur de la Fondation, qui a ainsi souligné ses réalisations professionnelles et ses généreuses interventions philanthropiques.



Bob Rae, ancien chef par intérim du Parti libéral et ancien premier ministre de l'Ontario, en compagnie de sa femme, Arlene Perly Rae. Avec eux, l'invité d'honneur de la soirée, le vice-président exécutif de Power Corporation, John A. Rae, accompagné de sa femme Phyllis. «Je suis très touché personnellement par cet honneur», a déclaré John A. Rae.



PHOTOS BERNARD BRAULT, LA PRESSE

France Chrétien Desmarais, présidente de la Société des célébrations du 375<sup>e</sup> anniversaire de Montréal et son mari André Desmarais, O.C., O.Q., président délégué du conseil, président et co-chef de la direction de Power Corporation du Canada, et co-président du conseil de la Corporation Financière Power.

L'ÉVÉNEMENT PERFORMANCE ULTIME

LE PLAISIR DE CHOISIR.  
ARRIVEZ TÔT AFIN DE PROFITER DE LA MEILLEURE SÉLECTION.

Concessionnaires BMW de Montréal  
bmwmontreal.ca

Le plaisir de conduire.™

ENTRETIEN RÉGULIER SANS FRAIS | 4 ANS 80 000 KM<sup>1</sup>

BMW 535i xDrive 2014 illustrée

CRÉDIT DE 2 500 \$\* BMW 528i xDrive 2014

**0,9%\*\*\*** | **669 \$\*\*\*** | **58 703 \$\*\***

Taux à la location jusqu'à 48 mois

Mensualités à la location  
Montant dû à la livraison de 2 919 \$ et  
dépôt de sécurité de 752 \$

Prix de vente au comptant

JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE

**BMW Canbec - Montréal**  
4090, rue Jean-Talton Ouest  
514.731.7871

**BMW Laval**  
2450, boul. Chomedey  
450.682.1212  
514.990.2269

**Park Avenue BMW - Brossard**  
8400, boul. Taschereau Ouest  
450.445.4555  
514.875.4415

**BMW Sainte-Julie**  
1633, boul. Armand-Frappier  
450.922.1633  
514.875.4400

**Hamel BMW - Blainville**  
620, boul. de la Seigneurie Ouest  
450.437.5050

**BMW West Island**  
2000, aut. Transcanadienne Sud  
514.683.2000

Modèle européen illustré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. \*Applicable sur une transaction à la location seulement avec les Services financiers BMW. Cette réduction est incluse dans le paiement de location indiqué. \*\*Offre à l'achat : le prix de vente au comptant est de 58 703 \$, ce qui inclut le PDSF (58 950 \$), le transport et l'inspection de prélivraison (2 095 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. \*\*\*Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW 528i xDrive 2014 en stock. Offre à la location : 58 950 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 0,9 %, avec un acompte de 0 \$, pour des mensualités de 669 \$. Un montant de 3 672 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 25 938 \$. L'obligation locative totale est de 34 238,73 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 16 000 km; 0,25 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usage excessif. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 septembre 2014. †Les véhicules BMW 2014 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2014 BMW Canada inc. « BMW », le logo BMW, les désignations des modèles BMW et tous les autres symboles, marques et images afférents à BMW sont la propriété exclusive et/ou sont des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.



# Brault & Martineau

Pour le meilleur et pour le prix

## Les vacances pour vous, les taxes pour nous!

NOUS PAYONS LA

# TPS ET LA TVQ<sup>††</sup>

sur les meubles<sup>†</sup>, matelas<sup>†</sup>, accessoires de décoration<sup>†</sup>, électroménagers<sup>†</sup> et appareils électroniques<sup>†</sup>. Marques et modèles sélectionnés.



GAGNEZ<sup>†††</sup>  
L'UNE DES

# 50

## CROISIÈRES DANS LES CARAÏBES

Pour 2 personnes sur l'Allure of the Seas<sup>®</sup>

VALEUR EN PRIX DE **175 000 \$**

\*Aucun achat requis. Ce concours est ouvert aux résidents du Québec et de l'Ontario seulement. La croisière aura lieu du dimanche 8 février au dimanche 15 février 2015. Règlements et détails en magasin.



### Mobilier de salon modulaire

De style moderne, revêtu de cuir laminé avec coutures contrastantes. Aussi disponible en configuration inversée.

Livraison gratuite

• Pouf avec rangement  
5,98 \$\*/mois ou 299 \$

Nous payons la TPS et la TVQ<sup>††</sup>

21<sup>98</sup>\$<sup>\*/50 mois</sup>  
OU  
**1099\$**  
2 mcx



### Lit

De style moderne, lit rembourré. Aussi disponible en brun. Voir prix en magasin.

Livraison gratuite

• Grand lit  
14,54 \$\*/mois ou 349 \$  
• Très grand lit  
18,29 \$\*/mois ou 439 \$

12<sup>46</sup>\$<sup>\*/24 mois</sup>  
OU  
**299\$**  
2 places



### Mobilier de salon

De style transitionnel, assises recouvertes de cuir laminé, très confortable.

Livraison gratuite

Pouf avec rangement  
14,54 \$\*/mois ou 349 \$

• Causeuse ..... 19,96 \$\*/mois ou 479 \$  
• Fauteuil berçant et inclinable ... 16,63 \$\*/mois ou 399 \$  
• Table de centre ..... 12,46 \$\*/mois ou 299 \$  
• Table de bout ..... 11,21 \$\*/mois ou 269 \$

20<sup>79</sup>\$<sup>\*/24 mois</sup>  
OU  
**499\$**  
Sofa



### Sofa chaise longue

De style contemporain. Aussi disponible en configuration inversée. Voir prix en magasin.

Livraison gratuite

• Causeuse aussi disponible  
13,98 \$\*/mois ou 699 \$  
• Fauteuil aussi disponible  
9,98 \$\*/mois ou 499 \$

17<sup>98</sup>\$<sup>\*/50 mois</sup>  
OU  
**899\$**  
Sofa chaise longue



### Mobilier de cuisine

De style contemporain, table de 150 x 90 cm (59 x 35,5 po).

Livraison gratuite

Comprend :  
1 table et 6 chaises

Nous payons la TPS et la TVQ<sup>††</sup>

9<sup>98</sup>\$<sup>\*/50 mois</sup>  
OU  
**499\$**



### Mobilier de cuisine

De style transitionnel, au fini cerisier, table de 91 x 152 cm (36 x 60 po).

Livraison gratuite

Comprend :  
1 table et 6 chaises

Nous payons la TPS et la TVQ<sup>††</sup>

11<sup>98</sup>\$<sup>\*/50 mois</sup>  
OU  
**599\$**



### Mobilier de cuisine de hauteur pub

De style moderne, table ronde de 122 cm (48 po) de diamètre, dessus vitré.

Livraison gratuite

• Tapis 160 x 231 cm (63 x 91 po)  
9,14 \$\*/mois ou 329 \$  
Comprend :  
1 table et 4 tabourets

Nous payons la TPS et la TVQ<sup>††</sup>

22<sup>19</sup>\$<sup>\*/36 mois</sup>  
OU  
**799\$**



### Mobilier de chambre

De style moderne.

Livraison gratuite

• Armoire ..... 7,38 \$\*/mois ou 369 \$  
• Chiffonnier ..... 7,38 \$\*/mois ou 369 \$  
• Ens. de douillette grand lit 3 mcx ..... 219 \$

Comprend : bureau double, miroir, 2 tables de nuit, tête, pied et côtés de lit

Nous payons la TPS et la TVQ<sup>††</sup>

21<sup>98</sup>\$<sup>\*/50 mois</sup>  
OU  
**1099\$**  
Grand lit



### Mobilier de chambre

De style loft, en pin.

Livraison gratuite

• Commode 5 tiroirs  
11,98 \$\*/mois ou 599 \$

• Ens. de douillette grand lit 6 mcx  
8,18 \$\*/mois ou 409 \$  
• Lampes de chevet ..... 69 \$  
• Rideaux ..... 99 \$/panneau  
• Banc avec rangement  
5,98 \$\*/mois ou 299 \$

Comprend : bureau double, miroir, 2 tables de nuit, tête, pied et côté de lit

Nous payons la TPS et la TVQ<sup>††</sup>

33<sup>98</sup>\$<sup>\*/50 mois</sup>  
OU  
**1699\$**  
Grand lit

Payez jusqu'à

# 50

## versements sans intérêt\*

sur les meubles<sup>†</sup>, matelas<sup>†</sup>, accessoires de décoration<sup>†</sup>, électroménagers<sup>†</sup> et appareils électroniques<sup>†</sup>. Marques et modèles sélectionnés.

### Plan BM<sup>†††</sup>



Service de livraison flexible et gratuit<sup>†††</sup>

► Plage horaire de 4 heures

Offres en vigueur du mardi 2 septembre au dimanche 7 septembre 2014. Quantité limitée sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Détails en magasin. \* Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin. \*\* Brault & Martineau décline de votre achat un montant équivalent à la TPS et à la TVQ. Détails en magasin. \*\*\* Aucun achat requis. Ce concours est ouvert aux résidents du Québec et de l'Ontario seulement. La croisière aura lieu du dimanche 8 février au dimanche 15 février 2015. Règlements et détails en magasin. \*\*\*\* Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.

Exemples de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :

1000\$	100\$	500\$	100\$
16,03\$	1,60\$	8,01\$	1,60\$

Si votre solde quotidien moyen est de :  
Les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de :

## ACTUALITÉS



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Selon l'Association des chefs en sécurité incendie au Québec, le nouveau plafonnement de 20 % des contributions prévues dans le projet de loi viendrait désavantager les cadres.

## « Il n'y aura plus aucun avantage à être cadre »

### Les chefs pompiers dénoncent le projet de loi 3

JASMIN LAVOIE

Les pompiers syndiqués ne sont pas seuls dans les casernes à s'opposer au projet de loi 3: leurs patrons aussi. Dans un mémoire passé inaperçu à la commission sur les régimes de retraite, l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec se dit «très inquiète» devant ce projet de loi. Le directeur général de l'organisme, Gilles La Madeleine, affirme même dans une entrevue à *La Presse* que le projet de loi nuira carrément au recrutement de dirigeants, parce qu'«il n'y aura plus aucun avantage à être cadre [chez les pompiers] au Québec».

L'association des chefs pompiers affirme aussi dans son mémoire que le projet de loi 3 constitue une menace à la sécurité civile parce que les pompiers n'auraient tout simplement plus avantage à obtenir une promotion, «une situation que nous jugeons dramatique et qui, à la limite, pourra mettre en péril, dans une perspective plus ou moins lointaine la protection de la population». «C'est bien beau, avoir des Indiens, mais s'il n'y a plus de chefs, ça ne marche pas», lance Gilles La Madeleine, cosignataire du mémoire et directeur général de l'association.

Celui qui représente environ 1000 cadres en sécurité incendie, dont ceux de Montréal et de Québec, souhaite que le gouvernement modifie «en profondeur» le projet de loi 3.

Selon lui, le personnel recruté doit compter de nombreuses années de services et, par conséquent, alimenter davantage et sur une période plus courte le fonds de pension. Le nouveau plafonnement à 20 % des contributions prévues dans le projet de loi viendrait donc désavantager «encore plus» les chefs en sécurité incendie du Québec.

«En mettant en œuvre cette mesure, l'iniquité sera des plus flagrantes, obligeant les cadres des services incendie à diminuer de façon tellement importante leurs avantages qu'aucun syndiqué n'aura d'intérêt à postuler pour devenir chef», peut-on lire dans le mémoire.

#### Écarté par le gouvernement?

Même si leur mémoire a été déposé en commission, l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec aurait bien aimé se faire entendre de vive voix aux audiences publiques de la commission en août dernier. «Ils [le gouvernement] nous ont dit: s'il y a quelqu'un qui se retire, on va vous permettre de venir vous exprimer. On a vu le barreau se retirer, mais on n'a pas été appelé», indique Gilles La Madeleine.

Selon lui, le gouvernement du Québec a préféré ne pas entendre ce qu'avait à dire son regroupement.

«J'ai cru comprendre que le gouvernement ne souhaitait pas nous entendre», conclut le représentant.



## Des départs difficiles à combler

Avec la vague de démissions chez les pompiers de Montréal, la Ville va droit dans le mur, estime le directeur général de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec. Gilles La Madeleine pense que la Ville ne sera tout simplement pas en mesure de pourvoir les 30 postes de cadres après que ceux-ci auront décidé de prendre leur retraite en réaction au projet de loi 3. «Il y a un mot d'ordre chez les syndicats. Ils ne poseront pas leur candidature aux postes parce qu'ils sont tellement perdants en devenant cadres. On frappe le mur», affirme Gilles La Madeleine. Selon lui, «il n'y a aucun pompier qui va vouloir devenir cadre [à Montréal], c'est impossible». «Qui va assurer l'administration, qui va assurer la gestion des opérations, le

poste de commandement, les plans des mesures d'urgence?», se demande M. La Madeleine. «Ce sont les chefs qui font ça», renchérit-il. Le président du syndicat représentant les pompiers de Montréal, Ronald Martin, a refusé notre demande d'entrevue. Son porte-parole nous a toutefois affirmé qu'aucun mot d'ordre n'avait été donné pour empêcher les syndiqués de poser leur candidature à des postes de cadre. En revanche, «le projet de loi 3 a jeté une douche froide sur les velléités de certains d'accéder à ces postes de cadres, compte tenu du flou que jettent sur l'avenir immédiat comme à long terme les impacts appréhendés d'un projet de loi qui pourrait être adopté tel quel».

— Jasmin Lavoie

# BOUTIQUE COURIR

Saucony • Brooks • Salomon • Nike • Mizuno • Karhu • Altra • Vibram Five Fingers

**NOS DEUX BONNES ADRESSES**

MONTRÉAL : 4452, rue Saint-Denis • LONGUEUIL : 1085, chemin Chambly

boutiquecourir.com • facebook.com/boutiquecourir

## Fermeté des tissus du cou



### Derma-Lifte<sup>MD</sup> COLOSTRUM contre les outrages du temps combat l'apparence des rides.

Le relâchement des tissus de la peau survient à un certain moment de la vie. **Derma-Lifte COLOSTRUM**, une crème antirides peut donner au cou une apparence plus ferme.

Derma-Lifte **COLOSTRUM** a créé une préparation crémeuse à base de **COLOSTRUM** pour rehausser l'apparence de la peau du cou.

Le **COLOSTRUM** renferme 250 substances et se présente comme un des plus forts éléments de la nature. \*\* Les effets combinés du **COLOSTRUM** sont une véritable ressource pour l'épiderme et ont une influence profonde sur l'aspect, la texture et la **FERMETÉ** de la peau du cou.

Le **COLOSTRUM** renferme 250 substances et se présente comme un des plus forts éléments de la nature. \*\* Les effets combinés du **COLOSTRUM**

sont une véritable ressource pour l'épiderme et ont une influence profonde sur l'aspect, la texture et la **FERMETÉ** de la peau du cou.

**Derma-Lifte COLOSTRUM** exerce donc ses effets par le cheminement de ses facteurs d'afflux au sein du tissu cutané. De plus, **Derma-Lifte COLOSTRUM**, en reconnaissant l'importance de la richesse des facteurs du **COLOSTRUM**

pour l'homéostasie cutanée, parvient à redonner une belle apparence à la peau en subvenant aux acteurs pivots de celle-ci. Des acteurs dont le rôle est de retarder les signes, l'aspect et la visibilité des outrages du temps.

\*\* Référence : Convention of the American College for Advancement in Medicine.

Derma-Lifte<sup>MD</sup> Colostrum : Ingrédients INCI déposés.



## ACHETEZ UNE CRÈME COLOSTRUM ET RECEVEZ LA DEUXIÈME TOUT À FAIT GRATUITEMENT

EN VIGUEUR DU 6 au 11 septembre 2014\*

### Disponible aux endroits suivants :

**Espace Santé Beauté**  
**Johanne Verdon**  
1278, rue Jean-Talon Est, Montréal  
514-279-3709

**Espace Santé Beauté**  
**Johanne Verdon**  
Centre Laval  
1600, bl. Le Corbusier, Laval  
450-688-5455

**Espace Santé Beauté**  
**Johanne Verdon**  
127 A, boul. Des Promenades  
St-Bruno (Promenades St-Bruno)  
450-653-6009

**Espace Santé Beauté**  
**Johanne Verdon**  
2750, chemin Sainte-Foy (Plaza Laval)  
Bureau 109, Sainte-Foy  
418-656-1266

**Espace Santé Beauté**  
**Johanne Verdon**  
341 A, boul. Saint-Joseph, Gatineau  
819-770-3645

**Espace Santé Beauté**  
**Johanne Verdon**  
100, boul. Brien, Galeries Rive-Nord  
Repentigny  
450-657-2032

**Vitavie au naturel**  
5455, boul. des Forges  
Trois-Rivières  
819-378-7777

**Boutique Luc Mathieu**  
2622, rue King Ouest, Sherbrooke  
(à l'arrière de l'édifice 2630)  
819-823-3322

**Néo Santé**  
495 St-Georges, Saint-Jérôme  
450-436-5548

**Boutique Luc Mathieu**  
104, route du Président-Kennedy  
suite 100, Lévis  
418-833-5933

**Boutique Luc Mathieu**  
227, rue Principale Ouest, Magog  
819-868-3368

**Vitavie au naturel**  
3333, boul. du Carrefour Promenade  
Beauport  
418-667-0070

**Commandes postales**  
514 272-1365  
1 800 272-1365  
1 877-833-5933  
1 877-511-3368

**Santé en direct**  
Lignes ouvertes avec Johanne Verdon  
sur les ondes de CIRA 91,3 FM le  
samedi de 8h à 10h et le lundi de  
14h30 à 16h30.

450 951-8006  
1 855 951-8006

## FORUM DE DISCUSSION

# LA RETRAITE:

## AURONS-NOUS LES MOYENS ?

Y a-t-il urgence d'agir ? Avec la participation de Claude Castonguay, Alban D'Amours ainsi que de nombreux autres invités et membres du public, nous examinons l'état des lieux, les options et les solutions.

**24160 – CE SOIR 19H**

EN SIMULTANÉ SUR

ICI RDI  
ICI Radio-Canada Télé  
ICI Radio-Canada.ca/retraites



AVEC ANNE-MARIE DUSSAULT

ICI  RADIO-CANADA

LA PRESSE MONTRÉAL VENDREDI 5 SEPTEMBRE 2014

A 7

## PRÉVENTION DU VIRUS EBOLA

# Des approches aux antipodes

Les universités américaines tenues d'adopter des mesures plus musclées que celles du Québec

LOUISE LEDUC

Au moment où les autorités américaines pressent les universités de mieux se préparer contre d'éventuels cas d'Ebola, le ministère de la Santé du Québec insiste auprès des cégeps et universités québécoises sur la nécessité d'éviter toute psychose à l'égard du virus.

« Il est important pour le ministère de la Santé et des Services sociaux de rassurer la population en lui rappelant que le risque d'importation du virus Ebola par l'entremise de voyageurs est faible », explique Marie-Claude Lacasse, responsable des relations avec les médias.

Si elle n'a pas été en mesure hier de nous transmettre la lettre envoyée aux directeurs de cégeps et d'universités, M<sup>me</sup> Lacasse nous a dit que, en gros, il s'agissait de rappeler qu'en l'absence de symptômes précis, « aucune restriction n'est requise pour les personnes en provenance des pays touchés ou qui ont été en contact avec une personne de ces pays ».

Aussi, dira la lettre en substance, « partager des lieux

communs (salle de classe, cafétéria, autobus) avec une personne provenant de ces pays et qui ne présente pas de symptômes ne représente aucun risque », relate M<sup>me</sup> Lacasse.

On rappelle aussi dans la lettre que des mesures ont été mises en place avec les autorités pour cibler les voyageurs provenant d'Afrique de l'Ouest, et on invite quiconque présenterait des symptômes s'apparentant à ceux du virus Ebola à consulter un médecin.

Du côté fédéral, Santé Canada et l'Agence de la santé publique du Canada donnent quant à eux des conseils généraux sur leurs sites internet.

### Laval prend l'initiative

De leur propre initiative, certaines universités y vont, elles, de précautions particulières.

Parmi celles-ci, c'est l'Université Laval, à Québec, qui semble le plus sur un pied d'alerte. Elle accueille en cette rentrée 35 étudiants provenant des pays touchés.

Par exemple, depuis la fin du mois d'août, des rencontres d'accueil sont organisées afin de s'assurer « d'un suivi



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

L'Université McGill a envoyé une lettre à environ 120 de ses étudiants provenant d'Afrique de l'Ouest ou susceptibles d'y avoir transité pour leur rappeler de consulter un médecin s'ils ne se sentent pas bien.

personnalisé auprès des étudiants des pays touchés », signale Andrée-Anne Stewart, porte-parole de l'Université Laval.

Un comité de coordination, où siègent des responsables de l'université et du personnel médical, a aussi été mis en place et suit l'évolution de la situation.

Les stages prévus en Afrique de l'Ouest ont aussi évidemment été annulés.

« L'Université Laval est prête, résume M<sup>me</sup> Stewart.

Elle a pris les mesures nécessaires pour informer au besoin les gestionnaires et les membres du personnel », indique-t-elle.

L'Université McGill a pour sa part envoyé une lettre à environ 120 de ses étudiants provenant d'Afrique de l'Ouest ou susceptibles d'y avoir transité pour leur rappeler de consulter un médecin s'ils ne se sentent pas bien.

À l'UQAM, « la question s'est posée aussi », note Jenny Desrochers, porte-parole.

Le personnel chargé des échanges étudiants et de l'accueil des étudiants étrangers va se réunir sous peu pour réfléchir à la question, indique-t-elle.

Pendant ce temps, aux États-Unis, comme le rapportait mardi le *New York Times*, les Centres de contrôle et de prévention des maladies des États-Unis (CDC) ont dicté ces derniers jours des directives particulières aux universités et aux collèges américains, leur enjoignant notamment de faire remplir un questionnaire à chacun de leurs étudiants ayant séjourné en Guinée, au Liberia, au Nigeria et en Sierra Leone au cours des 21 jours précédents.

Les CDC américains demandent aussi aux collèges et aux universités de demander à leurs gens qui reviennent d'Afrique de l'Ouest de prendre leur température deux fois par jour pendant 21 jours.

Même si le risque que ces personnes aient été exposées au virus est faible, les CDC demandent aux collèges et aux universités d'appeler les autorités locales en santé publique afin de s'assurer de prendre les bonnes décisions.

Le ministre Barrette lance un appel au calme

## L'Ebola, « ça ne saute pas sur le monde »

DENIS LESSARD

LA MALBAIE — Si dangereux soit-il, le virus d'Ebola « ne saute pas sur le monde », a soutenu hier le ministre de la Santé, Gaétan Barrette. Les chances que les Québécois soient contaminés par ce virus sont « infinitésimales », insiste-t-il.

Jusqu'ici, de huit à dix cas de fortes fièvres ont soulevé des inquiétudes dans les hôpitaux montréalais, tous apparus chez des patients de retour d'Afrique. Or, après une évaluation plus serrée, il est apparu clairement qu'il s'agissait de crises de malaria. En effet, le paludisme se manifeste dans un premier temps par des symptômes similaires à ceux de la fièvre hémorragique, mais à la différence de celle-ci, ceux-ci ne sont pas suivis de fortes diarrhées.

Même si les risques de contracter l'infection au Québec « sont extrêmement faibles », le ministère de la Santé a dû mettre sur pied un protocole pour réagir si jamais un cas apparaît sur le territoire. Les employés d'Urgences-santé ont par exemple l'obligation, devant l'apparition de fièvre, de vérifier si le patient s'est rendu dans l'un ou l'autre des quatre pays d'Afrique de l'Ouest où le virus est présent.

### Pas d'infection sans contact avec les fluides

Dans le cas contraire, les risques deviennent nuls, estime le ministre Barrette. Pour être atteint de la maladie,

un individu doit avoir été en contact avec les fluides – le sang ou l'urine, par exemple – d'un individu infecté.

« Ce n'est pas un virus qui se transmet facilement, ça ne saute pas sur le monde », insiste le ministre Barrette. Il en va tout autrement de la grippe ou même de la tuberculose, susceptibles de se propager par un simple éternuement, illustre-t-il. « L'Ebola existe dans trois ou quatre pays. Si vous n'y êtes pas allé, il n'y a aucun risque! », tranche le D<sup>r</sup> Barrette.

Néanmoins, Québec a prévu que tout cas douteux serait aiguillé vers le CHUM ou vers le CHU Sainte-Justine à Montréal. On a assuré la mise en œuvre de mesures d'isolement extrêmement rigoureuses. Il faut prévoir un « laboratoire portatif », puisqu'en cas de test positif de virus Ebola, il faudrait interrompre les activités dans l'ensemble du laboratoire de l'établissement, explique-t-il. Les employés doivent en effet se munir de véritables scaphandres pour mener ces tests.

Il faut prévoir deux heures pour effectuer les tests, mais les prélèvements doivent être envoyés à Winnipeg pour expertise. Les gens seraient envoyés dans ces centres désignés, pour une semaine environ, les temps qu'on obtienne les résultats, explique-t-il.

« On se prépare probablement pour rien, mais on n'a pas le choix parce que le risque n'est pas zéro », résume le D<sup>r</sup> Barrette. Le nouveau protocole a été instauré il y a près d'un mois.

## Le virus en quatre temps

MATHIEU PERREAULT

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est réunie hier à huis clos à Genève pour évaluer les traitements expérimentaux disponibles pour lutter contre le virus Ebola. Le bilan ne cesse de s'alourdir en Afrique de l'Ouest, atteignant 1900 morts, et l'OMS a haussé de 490 à 600 millions \$US son évaluation des sommes nécessaires pour faire face à l'épidémie. Nos explications.

### Huit traitements

Un document de travail consulté par l'AFP précise que seules de « petites quantités » de traitements expérimentaux seraient disponibles cette année, au mieux. Les médias rapportent que le Zmapp, un médicament américain, fait partie du groupe. Le Zmapp a sauvé trois des cinq patients sur lesquels il a été utilisé, selon la BBC. Deux autres traitements similaires, mis au point par les compagnies canadienne Tekmira et américaine Sarepta en font aussi probablement partie.

### Deux vaccins

Deux vaccins sont aussi en processus d'approbation accélérée, selon l'OMS, mais ne seront pas prêts avant 2016, donc trop tard pour la présente épidémie. Dans son plan de contrôle de l'épidémie, présenté la semaine dernière, l'OMS n'allouait d'ailleurs que 3 millions \$US, sur un total de 490 millions \$US, à la recherche et à la mise au point de vaccins et de médicaments, laissant cette tâche aux sociétés privées et gouvernements des pays riches. Les Instituts nationaux de la santé du gouvernement américain (NIH) doivent commencer cette semaine le premier essai clinique humain d'un vaccin, développé par la firme Glaxosmithkline. Plus tard dans le mois, une société de l'Iowa, Newlink Genetics, commencera un essai avec un vaccin mis au point dans les laboratoires de Winnipeg de l'Agence de santé publique du Canada.

### Nigeria

Le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, est sur le qui-vive après la découverte de deux cas au milieu de la semaine, et de la mort de cinq personnes infectées par le virus Ebola la semaine dernière. Le gouvernement a annoncé, puis annulé, le report d'un mois de l'ouverture des écoles. Seulement 23 millions \$US sont prévus par le plan de l'OMS pour aider les pays voisins. Plus de 40 % des cas sont survenus dans les trois dernières semaines, signe que l'OMS ne parvient pas à maîtriser l'épidémie, rapporte la BBC. La crise pourrait s'aggraver avec le spectre de la famine, des navires thaïlandais chargés de riz à destination de l'Afrique de l'Ouest ayant dû rebrousser chemin sous les pressions de leurs équipages craignant de contracter la fièvre Ebola, selon la BBC.

### 1900 morts

L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest a frappé 3500 personnes, dont un peu plus de la moitié, 1900, sont mortes, selon l'OMS. Un troisième cas américain a été annoncé hier, soit un collègue des deux médecins déjà touchés qui travaillaient dans un hôpital du Liberia. L'OMS veut installer des centres de traitement de la maladie pouvant accueillir 1500 patients dans les trois pays les plus touchés, au coût de 126 millions \$US, d'ici six mois, selon son plan d'action dévoilé la semaine dernière.





# La course entre les pressés et les patients

DENIS LESSARD  
ANALYSE

QUÉBEC — Derrière les portes closes, les députés péquistes qui prenaient la parole ne pouvaient s'empêcher d'y aller d'une flèche, ironique, aux nombreux prétendants potentiels à la succession de Pauline Marois.

«Je veux d'abord dire que je n'ai pas l'intention de me présenter au leadership», répétaient, sourire en coin, les députés au début de leur intervention à leur caucus de la semaine dernière. C'était un pied de nez, sarcastique, à la ribambelle des «courtisés», les candidats potentiels qui venaient d'exécuter la danse des sept voiles devant les journalistes pour laisser planer le doute sur leurs intentions réelles.

À ce jour, Pierre Karl Péladeau a peut-être gagné la sympathie de ses collègues en refusant tout net de jouer l'indécis. En l'absence de règles officielles, toute supputation sur une éventuelle course est nulle et non avenue, a-t-il laissé tomber, se démarquant de ses collègues «en réflexion».

## Carte maîtresse

Mais c'était avant que Bernard Drainville n'abatte une carte maîtresse. Avec un texte très minutieusement rédigé, cette semaine, le député de Marie-Victorin vient occuper, le premier, un espace qui risque d'être bien convoité par ses adversaires: il est susceptible de rallier les péquistes les plus pragmatiques qui croient qu'un gouvernement, même souverainiste, ne peut proposer de tenir un référendum dans un éventuel premier mandat.

Quelques coups de fil donnés hier à des sympathisants de Véronique Hivon ou de Martine Ouellet montraient que Drainville avait fait mouche. La souveraineté est repoussée de dix ans, à 2023, mais la question de Drainville serait limpide. Chez les péquistes, au sein de l'ancien gouvernement Marois, on en convient rapidement: plusieurs ministres auraient souhaité que Pauline Marois s'engage clairement à ne pas tenir de référendum durant la dernière campagne électorale. En niant l'évidence, elle a fourni des munitions à Philippe Couillard durant les débats télévisés.

Le 4 octobre, à Sherbrooke, les présidents de circonscription seront réunis pour discuter des règles de la course. Il



Avec sa récente proposition, Bernard Drainville est susceptible de rallier les péquistes pragmatiques qui croient qu'un gouvernement souverainiste ne peut proposer de tenir un référendum dans un éventuel premier mandat.

est déjà acquis que l'idée d'un «suffrage universel» où tous les citoyens auraient le droit de vote sera passée à la trappe. Elle supposerait des changements aux statuts du PQ, un congrès spécial qui entraînerait des retards: le successeur de Pauline Marois ne serait alors connu qu'en mai 2015. Or il faut que les choses aillent bien plus rondement, pensent les stratèges péquistes inquiets de voir leur parti, sans chef, sous les 20% dans les intentions de vote.

## En abattant sa carte maîtresse le premier, Drainville occupe la zone la plus confortable, la plus proche de l'humeur de l'électorat.

Pour se démarquer de Drainville, Péladeau devra-t-il jouer dans les nuances, revenir aux sempiternelles circonvolutions du PQ sur le processus d'accession à l'indépendance? En abattant sa carte le premier, Drainville occupe la zone la plus confortable, la plus proche de l'humeur de l'électorat. Ses détracteurs se préparent à lui attribuer les déboires du PQ, en tant que «père de la Charte des valeurs», une stratégie qui vaudra à l'ancien journaliste le désaveu éternel de Jacques

Parizeau, indique-t-on. Pierre Karl Péladeau ne sera pas en reste: bien des péquistes lui attribuent la défaite d'avril dernier. L'aile sociale-démocrate est encore dominante au PQ et le champion québécois des lock-out a un défi énorme s'il veut la séduire.

Dans les officines péquistes, bien des militants s'interrogent: la multiplication des aspirants à la succession de Pauline Marois favorisera-t-elle l'arrivée de Pierre Karl Péladeau? Ce

pas jouer les belles-mères aura bien mal jaugé l'humeur des militants et surtout bien mal évalué la discrétion de son interlocuteur, toujours «intéressé», en réflexion pour brigrer ce poste «en prolongement» de toute sa carrière.

## Regroupement de candidats

Mais en coulisse, un regroupement de candidats semble se préparer – on ne devrait pas assister à la course à sept de 2005. Véronique Hivon, Alexandre Cloutier, Sylvain Gaudreault et Jean-François Lisée communiquent régulièrement, restent en contact. Et il faut prévoir des alliances entre eux. Déjà M<sup>me</sup> Hivon est hésitante, indique-t-on. Des appuis acquis à Martine Ouellet, la candidate de la gauche, vacillent désormais. Certains restent indéfectibles, comme Pierre Dubuc du SPQ Libre, mais d'autres, comme son compère Marc Laviolette, ont reçu favorablement la prise de position de Bernard Drainville, dit-on. Le commentateur acerbe d'un François Legault, qui rappelait que lui aussi voulait une trêve référendaire de dix ans, montre l'agacement du chef caquiste. Pour lui, l'arrivée d'un chef «pressé» à la tête d'un PQ voué à la marginalisation serait une aubaine.

Ce qui paraît clair, c'est que Bernard Drainville ne jouera pas dans le film des alliances, il ne parle pas aux autres aspirants. Il ne se lance pas en piste pour assurer sa notoriété, devenir un incontournable pour un éventuel chef. Même chez ses partisans, on convient facilement aujourd'hui qu'il part deuxième, derrière Pierre Karl Péladeau. Le magnat de la presse gagnera tous les concours de notoriété auprès de la population. Ses interventions fréquentes sur les enjeux économiques, des textes bien léchés, laissent deviner une organisation déjà bien rodée.

Quand, au printemps 2007, le nouveau candidat péquiste de Marie-Victorin était monté sur la scène au congrès préélectoral du PQ, les délégués avaient applaudi avec un enthousiasme sans retenue ce journaliste qui avait franchi le Rubicon.

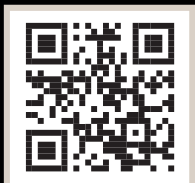
Déboussolés, ayant un peu perdu leurs repères après la dernière raclée, les péquistes, le printemps prochain, vont chercher le successeur de René Lévesque. En dépit de son aura, le milliardaire indépendantiste Péladeau aura en Drainville un adversaire redoutable.

CLASSÉE AU  
**1<sup>ER</sup>**  
RANG

UN  
DEUX

GRATUIT<sup>MC</sup>

COMBINEZ VOTRE PASSION  
POUR CUISINER À VOTRE  
PASSION POUR ÉCONOMISER.

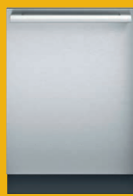


PASSEZ DU RÊVE À LA RÉALITÉ POUR EN SAVOIR PLUS, LISEZ LE CODE OU VISITEZ LE [WWW.THERMADOR.CA](http://WWW.THERMADOR.CA)

RABAIS POUVANT ATTEINDRE

**6647\$**

OBTENEZ UN  
LAVE-VAISSELLE  
EMERALD<sup>MC</sup>  
GRATUIT



Lorsque vous achetez une cuisinière Professional de 36 ou 48 po OU un four mural double et une table de cuisson de 36 po

OBTENEZ UN  
LAVE-VAISSELLE  
EMERALD<sup>MC</sup>  
POUR  
500 \$



Lorsque vous achetez une cuisinière Professional de 30 po OU un four mural simple et une table de cuisson de 30 po ou plus

EN PRIME :  
OBTENEZ  
UN SYSTÈME  
DE VENTILATION  
GRATUIT



À l'achat d'une des options de cuisson précédentes ET d'un réfrigérateur classique de 42 ou 48 po OU d'un réfrigérateur de 36 po à 2 ou 3 portes OU de 2 colonnes Freedom<sup>MD</sup>

AJOUTEZ UN  
FOUR MURAL  
À VAPEUR



MISE À NIVEAU  
GRATUITE

À n'importe quelle combinaison de produits de cuisson et passez d'un lave-vaisselle Emerald<sup>MC</sup> à un Topaz<sup>MC</sup>

La promotion ne s'applique qu'aux modèles Thermador sélectionnés. Afin de pouvoir recevoir les électroménagers offerts gratuitement dans le cadre de cette promotion, le client doit acheter les autres électroménagers à prix régulier, dans la même commande, et au même moment. Les produits doivent être achetés pendant la période de la promotion, soit entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2014. Offre disponible uniquement au Canada. Aucune substitution n'est permise. Consultez un représentant pour obtenir tous les détails. \*Jusqu'à épuisement des stocks. Le détaillant peut remplacer le lave-vaisselle gratuit par un modèle de valeur égale ou supérieure. 14TCAN012-24-113461-4

VENEZ NOUS VOIR À L'OEUVRE

L'ATELIER

Appelez le 514 353-3232 pour prendre rendez-vous



Ameublements  
Tanguay  
Québec

Corbeil  
Électroménagers  
30 succursales

Germain Larivière  
Brossard • Laval  
St-Hyacinthe

JC Perreault  
Joliette • Kirkland • Saint-Hubert  
St-Roch-de-l'Achigan • Laval

Les Spécialistes  
7 succursales

Maison Éthier  
Saint-Basile-le-Grand  
Saint-Jean-sur-Richelieu

**Thermador** ★  
DE VRAIES INNOVATIONS POUR LES VRAIS CUISINIERS

## ACTUALITÉS

# Guy Turcotte se dit plus solide que jamais

L'ex-cardiologue souhaite faire du bénévolat plutôt qu'être en prison en attendant son procès

CHRISTIANE DESJARDINS

Avec sa médication et sa psychothérapie, Guy Turcotte se sent plus solide que jamais. Et s'il demande sa remise en liberté en attendant son second procès, c'est qu'il a le droit de la demander. Il voudrait se rendre utile en faisant du bénévolat, plutôt que perdre son temps en prison.

C'est ce qui se dégage du témoignage que M. Turcotte a livré, hier, à Saint-Jérôme, dans le cadre de sa requête pour remise en liberté provisoire, en attendant son second procès pour le meurtre de ses deux enfants. Longiligne et amaigri, M. Turcotte a répondu aux questions des avocats des deux parties, d'une voix traînante, mais manifestement sans détour.

Sans le sou, l'ex-cardiologue vivrait d'aide sociale s'il était remis en liberté. « Je m'en accommode, je n'ai pas

le choix », a-t-il dit, avant d'expliquer qu'il n'avait jamais eu un gros train de vie, même quand il était médecin spécialiste. Ce qu'il a été pendant peu de temps, a précisé l'homme de 42 ans. Les crimes qu'on lui reproche sont survenus en février 2009, et cela a mis fin à sa carrière de cardiologue.

M. Turcotte a été en liberté totale pendant 11 mois, en 2013. Il a fait du bénévolat et est sorti abondamment en public, sans que rien ne lui arrive de fâcheux, a-t-il raconté. Une seule fois, il a été abordé dans un centre commercial par une femme qui l'avait reconnu, et qui a été agressive avec lui. Il a ajouté qu'il avait rencontré la sœur de son ex-conjointe lors de cet incident, et qu'elle était venue lui parler.

## Une dépression

M. Turcotte a été incarcéré à Saint-Jérôme en novembre

dernier après la décision de la Cour d'appel qui ordonnait qu'il subisse un nouveau procès. Il a été la cible de harcèlement et menaces de la part d'autres détenus. Il a ensuite été transféré à l'Institut Philippe-Pinel, en raison de son état mental. M. Turcotte a admis

pendant sa liberté, il avait recommencé à avoir des contacts sociaux et à reconstruire sa vie. « Je me voyais tout perdre ça à nouveau. »

Un rapport synthèse d'évolution produit par la psychiatre Renée Roy établit que M. Turcotte a une maladie affective unipolaire (et non

et a un numéro de téléphone qui lui permet de joindre sa psychologue entre les rendez-vous, dit-il.

La Couronne n'a pas présenté de témoin.

## Défense valable

Guy Turcotte avait admis au premier procès qu'il avait tué ses deux enfants, Anne-Sophie, 3 ans, et Olivier, 5 ans. Cette admission fera partie du deuxième procès. Au moment de plaider, l'avocat de la défense Pierre Poupard a indiqué que cet aspect n'avait jamais été un enjeu, mais a insisté sur le fait que son client a une « défense valable à faire valoir ».

La procureure de la Couronne Maria Albanese, elle, a plaidé le droit et signalé que le cas de M. Turcotte était l'une des trois affaires qui ont amené le législateur à réformer la Loi sur la non-responsabilité criminelle.

**M. Turcotte a été en liberté totale pendant 11 mois, en 2013. Il a fait du bénévolat et est sorti abondamment en public, sans que rien ne lui arrive de fâcheux, a-t-il raconté, hier.**

qu'il avait « plongé » dans la dépression lorsque la cour a rendu sa décision.

Contre-interrogé au sujet de cet épisode par le procureur de la Couronne René Verret, M. Turcotte a signalé qu'il avait durement appris certaines choses, et que

bipolaire comme il était écrit hier), et qu'il est en rémission d'un « épisode dépressif majeur avec caractéristiques psychotiques. » M. Turcotte se dit cependant outillé pour faire face à d'éventuels moments de déprime. Il veut continuer sa psychothérapie



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

## Menace d'expulsion vers le Honduras Dany Villanueva obtient un sursis pour demeurer au pays

Même s'il a été condamné à l'expulsion vers son Honduras natal en raison de son passé criminel, Dany Villanueva vient d'obtenir in extremis un sursis en vertu d'une procédure rarissime qui pourrait lui permettre de s'établir indéfiniment au Canada. Le jeune homme était convoqué ce matin aux bureaux de Citoyenneté et immigration Canada, où les fonctionnaires lui ont confirmé que sa demande d'évaluation des risques avant renvoi (ERAR) a été accueillie favorablement. Cette décision signifie que les autorités croient que sa vie ou sa sécurité seraient sérieusement menacées s'il retourne au Honduras et qu'il devrait donc pouvoir rester ici. Le ministre

de l'Immigration devra maintenant trancher définitivement la question, mais il est peu probable qu'il aille à l'encontre de la recommandation des fonctionnaires. La mère de Villanueva s'est jetée dans les bras des manifestants venus appuyer son fils après l'annonce de la décision. Une décision ERAR favorable est une chose extrêmement rare : moins de 2 % des demandes reçoivent une réponse favorable. « C'est parce qu'il s'agit du Honduras, la situation là-bas est très sérieuse, on ne parle pas d'expulser quelqu'un vers la France ici », explique M<sup>e</sup> Stéphane Handfield, l'avocat de Villanueva.

— Vincent Larouche

Résultats des tirages du : 2014-09-04

**Loto-Québec**

**Lotto-D** 3 5 3 6 4 3 3 3

**Sprint** 02 03 14 36 46

**Poker** 3 7 7 9 R

**Astro** Jour - Mois - Année - Signe  
27 AOÛT 36 BÉLIER

**Ebanco** 03 06 09 19 20 22 23 25 26 30  
43 50 51 55 57 61 65 66 67 68 Turbo x1

**Quotidienne** 3 371 4 0547 15 19 25 28 31 2392509

**Tiplex** Extra

**Loto-MAX** + **MAXMILLIONS**

**Ce soir, 50 MILLIONS \$**  
+ 7 LOTS DE 1 MILLION \$ (approx.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

## SOIGNE LA DIGESTION DIFFICILE

C'était trop bon. Je n'ai pas écouté ma conscience. Ce n'est pas tellement l'alcool, mais tous ces plats magnifiques, sauces, gras, sucres en surabondance. J'ai le ventre lourd, je me sens tout ballonné. On dirait que la machinerie interne est embourbée. Oui, j'ai trop mangé, oui, c'est ma faute, mais maintenant que le péché mignon est consommé, que dois-je faire pour retrouver la forme ?

Le système ne fournit plus. J'ai besoin de bile pour assimiler tout cela et mon organisme n'en produit pas assez. Qu'est-ce qui peut bien venir en aide à ma vésicule biliaire débordée de travail ?

Il vous faut un agent cholérétique comme **Foratol** comprimés : \*utilisé traditionnellement pour augmenter la production de la bile. Ou un agent cholérétique comme **Foratol** tisane : \*qui favorise la sécrétion biliaire et qui est utilisé traditionnellement pour favoriser la digestion, soigner la digestion difficile et la stimuler. Les comprimés **Foratol** et la tisane **Foratol** aident à remettre facilement votre organisme sur les rails.

Mais, avant tout, comme disait votre conscience, vos repas ne doivent jamais être trop copieux. C'est là la cause de bien des maux. Mangez léger, mangez moins, vous vous en porterez mieux. Et les lendemains seront lumineux.



**Achetez un format de 48 comprimés de Foratol et recevez un format de 20 sachets de tisane Foratol GRATUITEMENT.**

En vigueur du 6 au 11 septembre 2014. Jusqu'à épuisement des stocks.

Foratol (comprimés) : produit de santé naturel homologué : licence NPN 00724181.  
Foratol (tisane) : produit de santé naturel homologué : licence NPN 01948210.  
\*Ces allégations font partie intégrante de la licence.

### Disponible aux endroits suivants:

**Espace Santé Beauté Johanne Verdon**  
1600, bl. Le Corbusier  
Laval, Centre Laval 450-688-5455

**Espace Santé Beauté Johanne Verdon**  
127 A, boul. Des Promenades  
St-Bruno (Promenades St-Bruno) 450-653-6009

**Espace Santé Beauté Johanne Verdon**  
2750, chemin Sainte-Foy (Plaza Laval)  
Bureau 109, Sainte-Foy 418-656-1266

**Espace Santé Beauté Johanne Verdon**  
100, boul. Brien, Galeries Rive-Nord  
Repentigny 450-657-2032

**Espace Santé Beauté Johanne Verdon**  
1278, rue Jean-Talon Est  
Montréal 514-279-3709

**Espace Santé Beauté Johanne Verdon**  
341 A, boul. Saint-Joseph  
Gatineau 819-770-3645

**Vitavie au naturel**  
5455, boul. des Forges  
Trois-Rivières 819-378-7777

**Boutique Luc Mathieu**  
2622, rue King Ouest, Sherbrooke  
(à l'arrière de l'édifice 2630) 819-823-3322

**Néo Santé**  
495 St-Georges  
Saint-Jérôme 450-436-5548

**Boutique Luc Mathieu**  
104, rte du Président-Kennedy #100  
Lévis 418-833-5933

**Boutique Luc Mathieu**  
227, rue Principale Ouest  
Magog 819-868-3368

**Vitavie au naturel**  
3333, boul. du Carrefour Promenade  
Beauport 418-667-0070

**Commande postale 514-272-1365**  
Lignes extérieures:

1-800-272-1365  
1-877-833-5933  
1-877-511-3368

**Santé en Direct**  
Lignes ouvertes avec Johanne Verdon sur les ondes de CIRA 91.3 FM le samedi de 8h à 10h et le lundi de 14h30 à 16h30.  
450 951-8006 / 1 855 951-8006

**foratol.com**

## DESIGN LOUIS GEORGE

NOTRE  
**VENTE**  
SEMI-ANNUELLE  
SE POURSUIT

jusqu'à

**60%**  
de rabais  
sur marchandises  
sélectionnées

### PROFITEZ DE RABAIS SENSATIONNELS SUR

Salles à manger • Chambres à coucher  
• Canapés • Sectionnels • Chaises •  
Fauteuils • Lampes • Miroirs • Accessoires  
• Literie fine • Serviettes • Tissus de  
designers et plus...

- Plusieurs démonstrateurs disponibles pour livraison immédiate.
- Services de décoration et de design d'intérieur

**Le solde se termine bientôt**



### NOUVEL EMPLACEMENT

4360, chemin de la Côte-de-Liesse, Ville de Mont-Royal  
Au cœur de l'île de Montréal • Stationnement gratuit  
Voie de service de l'autoroute 40 (entre Décarie et Lucerne)  
514.844.0671 • designlouisgeorge.com

# Fin de cycle ou fin de l'histoire ?



VINCENT  
MARISSAL  
CHRONIQUE

Un ami prof à la faculté de droit de l'Université de Montréal m'a raconté il y a quelque temps qu'il a été interrompu en plein élan oratoire par un étudiant, visiblement perdu, qui lui a demandé: «Pardons, monsieur, mais c'est qui, Meech?»

Eh misère... Alors, étudiants en droit (et probablement en autre chose aussi) de première année, nouvelle lecture imposée pour éviter l'humiliation: Brian Mulroney. *L'homme des beaux risques* (Radio-Canada-Québec Amérique), lancé cette semaine par le journaliste radio-canadien Guy Gendron. Vous en apprendrez du coup beaucoup sur Charlottetown, le rejeton de Meech.

Quiconque connaît l'histoire de ces accords maudits ne trouvera pas de révélations renversantes dans ce nouveau livre (qui découle d'un documentaire de quatre heures présenté à Radio-Canada en 2013), mais le récit méthodique (enrichi d'entrevues) qu'en fait Guy Gendron donne un ouvrage de référence complet et fort bien écrit. Un «livre à post-it», comme je le dis des

livres que je garde à portée de main dans mon bureau, des livres hérissés de petits bouts de papier jaune que je consulte au besoin. On ne se refait pas: Google n'existait pas lorsque j'ai commencé dans ce métier!

Le livre de Guy Gendron ne couvre pas que Meech-Charlottetown, mais c'est de loin la période la plus passionnante, la plus chargée d'émotions de la carrière politique

*On dirait bien que les survivants des tempêtes politiques des années 90 veulent exorciser les vieux démons constitutionnels.*

de Brian Mulroney. Tellement, d'ailleurs, que l'ancien premier ministre a fait une dépression après la mort de Meech (et le départ de Lucien Bouchard, dont il ne s'est pas remis non plus).

Brian Mulroney tenait à ce point à un accord qu'il a littéralement arraché Meech aux provinces, qui n'en voulaient pas vraiment. Mais lorsque celles-ci lui ont donné, contre

toute attente, l'entente de Charlottetown, c'est lui qui n'y croyait plus!

Pourquoi ressasser tout cela aujourd'hui, près de 25 ans plus tard? Pourquoi replonger dans cette époque?

Peut-être parce que 25 ans plus tard, les souvenirs se décantent, les langues se délient. On apprécie mieux un paysage avec un peu de recul.

Il semble que nous soyons rendus au moment où les grands acteurs de cette turbulente époque constitutionnelle souhaitent tourner la page. Il y a eu Meech, Charlottetown, mais aussi le référendum de 1995, sur lequel reviennent Chantal Hébert et Jean Lapierre dans *Confessions post-référendaires*.

certainement peu susceptibles de se reproduire dans un avenir prévisible.

Un quart de siècle après les grandes manœuvres constitutionnelles, on arrive au même constat implacable: les fédéralistes, qui rêvaient d'une réconciliation canadienne, comme les souverainistes, qui rêvaient d'un pays, sont dans un cul-de-sac duquel ils sont incapables de sortir.

## La question de Bernard Drainville

On ne sait pas encore (même si on se doute fort que ce sera le cas) si Bernard Drainville sera candidat à la succession de Pauline Marois, mais une chose est sûre, il a travaillé fort cet été pour se maintenir dans l'actualité.

Après un séjour suivi en Écosse, d'où il est revenu requinqué, il a publié hier sur son site internet une lettre dans laquelle il propose aux militants souverainistes son approche en vue d'un futur référendum... en 2023.

D'abord prendre le pouvoir, préparer le terrain pendant le premier mandat, puis tenir un référendum au tout début du deuxième mandat (René Lévesque et Jacques Parizeau ont tenu un référendum dans leur premier mandat). Exit, donc, le souverainisme pressé comme l'attentisme des conditions

gagnantes. Nous sommes ici dans ce que Gilles Duceppe appelait toujours la «stratégie ouverte», qui, si elle a l'avantage d'être claire, dévoile néanmoins votre plan de match cinq ans à l'avance.

Bernard Drainville fait le pari que les Québécois rééliraient un gouvernement péquiste avec la certitude d'avoir un nouveau référendum. Audacieux, diront certains. Suicidaire, diront d'autres. Disons qu'à la lumière des résultats du 7 avril dernier, il faut avoir la foi pour croire à la formule Drainville.

Et puis, je ne voudrais pas être trop taillon, mais il me semble que la question proposée par M. Drainville dans sa lettre souffre d'un grave problème sémantique.

«Voulez-vous que le Québec demeure une province du Canada ou devienne un pays indépendant?», veut-il demander aux Québécois.

Dans un référendum, on appuie ou on rejette une option. On ne choisit pas l'une de deux.

À la question de M. Drainville, si le Oui l'emporte, le Québec reste une province et devient un pays! Si le Non l'emporte, le Québec n'est plus une province, mais ne devient pas un pays!

Remarquez, cela résume assez bien l'ambivalence des Québécois devant la question...

## Jim Prentice Enquêtes réclamées au nom de la vie privée et de l'accès à l'information

OTTAWA — Le NPD presse le commissaire à la protection de la vie privée du Canada d'enquêter sur de possibles violations de la loi dans le traitement de demandes d'accès à l'information concernant l'ancien ministre des Affaires autochtones, Jim Prentice, présentement candidat dans la course à la direction du Parti progressiste-conservateur de l'Alberta. *La Presse* a

rapporté hier qu'une liste révélant l'identité de personnes qui ont demandé des détails sur les dépenses de M. Prentice en vertu de la Loi sur l'accès à l'information a circulé au sein du ministère des Affaires autochtones au cours des dernières semaines. Cela pourrait contrevenir à la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection de la vie privée et diverses

directives du Conseil du Trésor du Canada. Le député néo-démocrate Charlie Angus a envoyé hier une lettre au commissaire fédéral à la protection à la vie privée, lui demandant d'enquêter à ce sujet. Les révélations de *La Presse* ont eu des échos en Alberta, hier. La liste de noms obtenue par *La Presse* comprend notamment celui de Derek Fildebrandt, le directeur

provincial de la Canadian Taxpayers Federation (CTF), qui avait déjà eu maille à partir avec le ministère des Affaires autochtones, à propos d'une demande d'accès à l'information. M. Fildebrandt a lui aussi porté plainte au Commissariat à la protection de la vie privée.

— Hugo De Grandpré et Joël-Denis Bellavance

# Le Solde-épargne à 3 % de la rentrée

Obtenez 3 %\* d'intérêt jusqu'au 30 novembre 2014 sur les nouveaux dépôts effectués du 1<sup>er</sup> au 15 septembre 2014.

C'est simple.



Tangerine.ca

Tangerine

Changez d'ère bancaire

Tangerine est une marque de commerce de la Banque de Nouvelle-Écosse et est utilisée sous licence. Changez d'ère bancaire est une marque de commerce de la Banque Tangerine. \* Taux annualisé, calculé quotidiennement et versé mensuellement. Le taux de 3 % s'applique aux augmentations de soldes des Comptes admissibles détenus chez Tangerine. Pour être admissibles à l'offre, les Clients doivent satisfaire les exigences de l'offre énoncées à [Tangerine.ca/rentree](http://Tangerine.ca/rentree).

## MONDE

## SOMMET DE L'OTAN AU ROYAUME-UNI

## Des relents de guerre froide

JEAN-THOMAS LÉVEILLÉ

Le sommet de l'OTAN s'est ouvert sur fond de tensions avec la Russie, hier à Newport, au Royaume-Uni. Les dirigeants des 28 États membres de l'Alliance espèrent trouver une façon de faire reculer Moscou, accusée de soutenir et d'attiser la guerre dans l'est de l'Ukraine. Mission délicate s'il en est une. Explications en quatre temps.

## 1. Sommet d'importance majeure

« Ce sommet de l'OTAN est l'un des plus importants dans l'histoire de l'Alliance », a déclaré son secrétaire général, le Danois Anders Fogh Rasmussen, à son arrivée à Newport. Un avis que partage Charles-Philippe David, titulaire de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, qui parle du plus important sommet « depuis la fin de la guerre froide ».

D'abord parce qu'il est question d'un conflit aux portes de l'Alliance. Par le passé, l'OTAN « a touché à des missions de paix, à la lutte contre le terrorisme, à des missions extraterritoriales, mais là, on parle du territoire de l'OTAN,

qui fait face à une menace d'un autre siècle ».

Ensuite parce que ce conflit touche la Russie, « qui est la raison même de la création de l'OTAN », poursuit M. David. « Si Churchill renaissait, il dirait: "My God! Les choses ont changé, mais pas tant que ça." »

## 2. Échec de la diplomatie

Si les rapprochements de Kiev avec l'Europe et l'OTAN irritent à ce point Moscou, c'est parce que l'Ukraine « est une ancienne république soviétique. Ce n'est pas juste la zone d'influence de la Russie », analyse Charles-Philippe David, qui croit que l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN serait « l'erreur suprême ».

Il rappelle la comparaison faite par John Mearsheimer, professeur de science politique à l'Université de Chicago: « Imaginez la réaction des Américains si la Chine voulait bâtir une importante alliance militaire qui comprendrait le Canada et le Mexique. »

La crise ukrainienne n'en serait pas là sans la détérioration des relations diplomatiques entre Washington et Moscou depuis 2011, croit Charles-Philippe David. « Est-ce qu'on



Le premier ministre Stephen Harper, qui a rencontré hier le président ukrainien Petro Porochenko, a annoncé que le Canada versera 4 millions pour aider l'Ukraine et les pays baltes à faire face à la menace que représente la Russie.

PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

pourrait voir le problème d'une autre manière? Est-ce qu'on pourrait donner un statut de neutralité à l'Ukraine, comme celui de l'Autriche? Ça n'a même pas été évoqué, même pas été discuté!»

## 3. Un cessez-le-feu envisagé

Des représentants de l'Ukraine, des rebelles séparatistes, de la Russie et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

(OSCE) doivent se réunir à 14 h aujourd'hui (7 h ici) à Minsk, en Biélorussie, pour conclure un plan de paix.

Le président ukrainien Petro Porochenko s'est dit « prudemment optimiste » sur la conclusion d'un cessez-le-feu, hier soir, en marge du sommet de l'OTAN dont il est l'invité central. Il a toutefois indiqué qu'il s'agit « d'un défi énorme » et a rappelé les conditions posées par l'Ukraine, qui propose

depuis longtemps un plan de paix: le contrôle de la frontière russo-ukrainienne par l'OSCE, le retrait de toutes les troupes russes et la libération des soldats détenus par les rebelles ou la Russie.

Ces discussions de paix interviennent alors que la Russie a déployé à sa frontière avec l'Ukraine des troupes et du matériel « bien plus puissants que tout ce que nous avons vu » depuis le début de la crise, a affirmé le Pentagone, hier, évoquant des pièces d'artillerie, des systèmes de défense antiaériens, des roquettes et plus de 10 000 soldats.

## 4. Aide canadienne

Le premier ministre Stephen Harper a annoncé en marge du sommet que le Canada versera 4 millions de dollars pour aider l'Ukraine et les pays baltes à faire face à la menace que représente la Russie. Ces fonds devraient servir à améliorer les ordinateurs de commande et de logistique de l'armée ukrainienne, ainsi qu'à renforcer la sécurité des installations numériques et énergétiques en Lettonie et en Lituanie.

Le premier ministre n'a cependant pas indiqué si le Canada participerait à une force militaire de l'OTAN. Les leaders de l'Alliance proposent d'augmenter de 4500 personnes la force de réponse rapide de 13 000 militaires pouvant être déployés en 48 heures au besoin.

— Avec l'Agence France-Presse et La Presse Canadienne

## QUATRE CHIFFRES POUR COMPRENDRE

RICHARD HÉTU, COLLABORATION SPÉCIALE

## Ci-gît la famille américaine typique

NEW YORK – On s'en doutait. Même aux États-Unis, la famille traditionnelle – où le père travaille et la mère demeure à la maison – est en déclin. En fait, pour la première fois de l'histoire du pays, il est devenu impossible de désigner un modèle qui regroupe la majorité des familles, selon une étude de l'Université du Maryland publiée hier. Quatre chiffres pour comprendre à quel point la famille américaine s'est diversifiée.

## 65%

À la fin des années 50, sur un échantillon représentatif de 100 enfants américains âgés de moins de 15 ans, 65 vivaient au sein d'une famille dont le père travaillait et la mère était au foyer. Aujourd'hui, seulement 22 se retrouvent dans une telle situation. L'auteur de l'étude de l'Université du Maryland, le sociologue Philip Cohen, fournit une autre donnée pour illustrer la disparition de la famille typique. « En 1960, vous auriez eu 80 % de chance que deux enfants choisis au hasard aient la même situation. En 2012, cela tombe à 50 % pour chacun des deux », écrit-il.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Selon une étude de l'Université du Maryland, les couples mariés avec enfants constituent 45 % des familles américaines, tandis qu'ils représentaient deux tiers d'entre elles dans les années 50.

## 34%

S'il n'y a plus aujourd'hui aux États-Unis de modèle familial regroupant la majorité des enfants de moins de 15 ans, une pluralité d'entre eux – 34 % – sont élevés par un père et une mère qui travaillent. L'autre modèle le plus fréquent aux États-Unis est la famille monoparentale: 23 % des enfants sont élevés par une mère célibataire et 3 % par un père célibataire. Selon l'étude de l'Université du Maryland, les écarts économiques et scolaires entre les enfants de familles monoparentales et les enfants de familles traditionnelles sont beaucoup plus prononcés aux États-Unis que dans la plupart des pays riches.

## 7%

La catégorie n'intéressait même pas le Bureau du recensement dans les années 60, elle représente pourtant une portion non négligeable des situations dans lesquelles se retrouvent aujourd'hui les enfants américains de moins de 15 ans: pas moins de 7 % d'entre eux sont élevés par un parent qui cohabite avec un partenaire hors mariage. Cela dit, l'Université du Maryland n'a pas de données sur les enfants élevés par des parents homosexuels. « On en parle beaucoup, mais il y en a trop peu », dit le professeur Cohen. Ils sont en fait moins nombreux que les enfants élevés par des grands-parents, une catégorie qui regroupe 3 % d'entre eux.

## 45%

Le déclin du mariage: c'est un fait marquant de l'évolution récente de la société américaine, selon Philip Cohen. Dans les années 50, les couples mariés avec enfants constituaient deux tiers des familles américaines. Aujourd'hui, ils ne représentent plus que 45 % d'entre elles. Selon le sociologue, ce déclin est dû en partie à la plus grande indépendance des femmes. De 1960 à 2012, le taux d'emploi chez les femmes âgées de 30 à 34 ans est passé de 30,1 % à 71 %. Durant la même période, le pourcentage des femmes du même âge ayant décroché au moins un baccalauréat est passé de 7 % à 40,1 %.

**LIQUIDATION DE FAILLITE**

DU JAMAIS VU!!

DES PRIX PLUS BAS QUE CEUX D'UNE FAILLITE!  
(Ce n'est pas un encaissement)

**Rabais de 80 %**  
DES MILLIERS DE TAPIS À LIQUIDER

Énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques, dans toutes les teintes et les dimensions (de 2 pi x 3 pi jusqu'à 15 pi x 20 pi, tapis de passage jusqu'à 22 pi, ainsi que des tapis ronds et carrés). Bidjar, Kazak, Qum pure soie, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerman, Mashad, Jaipur lavé au thé, Obusson, Savonnerie et plusieurs tapis tribaux.

**3 JOURS SEULEMENT**

Nouvelle marchandise de meubles, bronzes, peintures à l'huile et beaucoup plus!

**5, 6 et 7 septembre**

Heures d'ouverture: Vendredi 5 septembre: 11 h à 19 h  
Samedi 6 septembre: 11 h à 18 h  
Dimanche 7 septembre: 11 h à 17 h

4150, boul. Poirier, Saint-Laurent (angle boul. Thimens)

VISA M.C. AMERICAN EXPRESS



## VENEZ RENCONTRER L'ÉQUIPE DE LA PRESSE+ PRÈS DE CHEZ VOUS

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER L'UNE DES 10 TABLETTES\*.

Ce samedi et dimanche de 10 h à 16 h, l'équipe vous attend aux succursales suivantes :

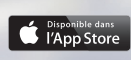
Best Buy  
Centre Laval  
1560, boul. Le Corbusier

Best Buy  
Près des Galeries d'Anjou  
7200, boul. des Rosaeries

Best Buy  
Place Rosemère  
401, boul. Labelle

Pour connaître le calendrier complet de nos sorties, visitez [LaPressePlus.ca/calendrier](http://LaPressePlus.ca/calendrier).

\*Règlement disponible à La Presse. La valeur totale des prix est de 5 200 \$. Il y aura un tirage tous les lundis jusqu'au 20 octobre aux bureaux de La Presse.



# Payer ou ne pas payer?



**MICHÈLE OUIMET**  
CHRONIQUE

Et de deux. Deux journalistes américains décapités, James Foley, 40 ans, et Steven Sotloff, 31 ans. À quand le troisième, le quatrième...

Même décor désertique, même mise en scène macabre: un journaliste à genoux, mains derrière le dos, vêtu d'une combinaison orange qui rappelle celle des prisonniers de Guantánamo. Même bureau qui accuse les Américains d'être responsables de la mort des journalistes parce qu'ils continuent de bombardier le nord de l'Irak.

Derrière ces exécutions, un groupe terroriste, l'État islamique, qui a stupéfié le monde en progressant avec une vitesse folle, conquérant en quelques semaines le nord de la Syrie et de l'Irak. Un groupe dont personne n'avait entendu parler avant juin, à part une poignée d'experts spécialistes de cette région torturée du globe.

Selon le *New York Times*, l'État islamique n'a pas seulement exigé l'arrêt des bombardements en échange de la libération de James Foley, il a aussi demandé une rançon: 100 millions.

Les Américains ont refusé. Ils ne discutent pas avec les terroristes. Même ligne dure chez les Britanniques. Par contre, plusieurs pays européens négociant, l'Espagne, la Suisse, la France, l'Italie, l'Allemagne. Officiellement, ils ne cèdent pas d'un pouce, mais sous la table, ils crachent des millions pour récupérer leurs otages.

Ont-ils raison? Obama est-il responsable de la mort de Foley et de Sotloff? S'il avait accepté de payer, auraient-ils été libérés?



Payer ou ne pas payer, vaste question. Complexe, difficile. Douloureuse pour les familles. Je pense à la mère du journaliste Steven Sotloff qui s'est adressée directement au chef de l'État islamique dans une vidéo crève-cœur. Elle pesait chaque mot de peur d'attiser la colère d'Al-Baghdadi qui tenait la vie de son fils entre ses mains.

Payer ou ne pas payer? En théorie, les États ne devraient jamais obtempérer aux demandes des terroristes. Pour les meilleures raisons du monde: pour ne pas mettre la vie des

autres en danger – plus un État négocie, plus ses ressortissants deviennent des proies –, pour ne pas combattre les terroristes d'une main et les financer de l'autre en leur versant des millions, pour ne pas leur accorder de la crédibilité en acceptant de discuter avec eux, pour ne pas les encourager ni nourrir leur barbarie.

Cet été, le *New York Times* a publié une enquête sur l'industrie du kidnapping. Depuis 2008, les otages ont rapporté 125 millions à la nébuleuse

**Obama est-il responsable de la mort de Foley et de Sotloff? S'il avait accepté de payer, auraient-ils été libérés?**

Al-Qaïda. La moitié de cette somme, 66 millions, a été récoltée en 2013. La plupart des rançons ont été versées par des gouvernements européens. En 2003, un otage rapportait 200 000\$. Aujourd'hui, il vaut plus de 10 millions.

Peu d'Américains et de Britanniques sont kidnappés, car les terroristes savent que leur gouvernement ne paie pas. Sur les 53 otages détenus par Al-Qaïda au cours des cinq dernières années, une

vingtaine était français et seulement trois, américains.

Des conclusions qui font réfléchir.

Aucun État ne veut admettre qu'il négocie avec des preneurs d'otages. Cette question explosive ne fait l'objet d'aucun débat public. Selon David Rhode, un journaliste américain qui a été kidnappé par des talibans et qui a réussi à s'enfuir en sautant par une fenêtre, il faut en débattre. Il a raison.

Les Occidentaux en ont discuté. Ils ont même signé un accord lors du dernier sommet du G8 stipulant que, dorénavant, ils refuseraient de payer. Mais c'est du vent. Dans la vraie vie, chaque gouvernement y va selon ses principes, le poids symbolique de l'otage et la pression de son opinion publique. Certains paient dans le secret le plus absolu. Pour le plus grand bonheur des terroristes.



Ne pas payer. Je comprends, mais en même temps, j'ai envie de dire qu'il faut payer pour libérer les otages, surtout les journalistes qui prennent des risques pour accomplir leur travail. Payer pour que des gens comme Foley et Sotloff ne meurent pas comme des chiens. Payer pour éviter une mort absurde, violente, révoltante.

J'ai croisé James Foley en septembre 2012 à Alep, la ville martyre que Bachar

al-Assad bombarde sauvagement. J'étais dans le hall d'un hôpital où les médecins soignaient des blessés qui entraient à pleine porte, soldats, femmes et enfants avec des plaies béantes. Les autres étages étaient fermés parce les avions de Bachar al-Assad avaient bombardé l'hôpital cinq fois.

On se marchait sur les pieds dans le hall exigü. Foley filmait, moi, je prenais des notes. On s'était salués rapidement. Deux mois plus tard, il se faisait enlever. Sa mort m'a bouleversée.

Pourquoi pleurer la mort d'un journaliste, alors que la guerre en Syrie a fait près de 200 000 victimes, dont plusieurs civils? La vie d'un journaliste a-t-elle plus de poids que celle d'un enfant anonyme abattu d'une balle dans la tête par les tireurs embusqués de Bachar al-Assad?

Non, évidemment, cette comptabilité funèbre est absurde, mais en tuant un journaliste de façon aussi spectaculaire, les terroristes défient l'Occident.

Aucun journaliste, du moins à ma connaissance, ne couvre les régions contrôlées par l'État islamique. Qui osera s'aventurer sur leurs terres en sachant qu'il peut finir à genoux au milieu du désert devant une caméra avec, à ses côtés, un terroriste masqué prêt à le décapiter avec un couteau?

Qui? Pratiquement personne. Et c'est bien là le drame.



Pour joindre notre chroniqueuse: [mouimet@lapresse.ca](mailto:mouimet@lapresse.ca)

## SUICIDE

# L'OMS inquiète

ANNABELLE BLAIS

Chaque année, environ 800 000 personnes mettent fin à leurs jours. Ainsi toutes les 40 secondes, une personne se suicide quelque part dans le monde. Pour la première fois, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fait le point sur le suicide dans un rapport intitulé *Prévention du suicide: État d'urgence mondiale*. L'OMS espère que ce rapport permettra aux pays de prendre conscience de l'ampleur du phénomène afin qu'elle améliore leur stratégie de prévention. Voici quelques faits saillants.

**20** Chaque année, 800 000 personnes se suicident et pour chaque suicide, il y aurait au moins 20 tentatives, croit l'OMS.

**15<sup>e</sup>** En 2012, le suicide comptait pour 1,4% de tous les décès du monde, ce qui en faisait la 15<sup>e</sup> principale cause de mortalité. Et la majorité des suicides sont précédés de signes annonciateurs. La directrice générale de l'OMS affirme d'ailleurs que le suicide est « évitable ».

**3983** En 2012, 3983 personnes se sont suicidées, soit 958 femmes et 3026 hommes. La tranche d'âge où l'on en compte le plus est celle des 50 à 69 ans. Le taux est de 9,8 suicides par 100 000 habitants, ce qui est inférieur à la moyenne mondiale de 11,4.

**15-29 ans** Le suicide touche particulièrement les jeunes de 15 à 29 ans, chez qui il constitue la deuxième cause de mortalité à l'échelle mondiale après les accidents de la route.

**75%** On compte davantage de suicides dans les pays pauvres. Les trois quarts des suicides mondiaux ont lieu dans les pays à faible revenu et au revenu intermédiaire.

**10%** L'OMS a pour objectif de réduire de 10% le taux de suicide de l'ensemble des pays d'ici 2020. Parmi les différents moyens pour y parvenir, l'OMS croit que les pays doivent limiter l'accès aux moyens les plus courants de suicide, soit les pesticides, les armes à feu et certains médicaments.

**0,4** Le taux de suicide le plus bas a été enregistré en Arabie saoudite en 2012 avec 98 personnes qui se sont suicidées, soit 0,4 personne pour 100 000 habitants.

**3** Dans les pays plus riches, trois fois plus d'hommes que de femmes meurent par suicide.

**18%** Dans les pays à revenu élevé, la pendaison est utilisée dans un suicide sur deux et les armes à feu, employées dans 18% des cas, constituent la deuxième méthode la plus courante. Mais chez les pays à revenu élevé en Amérique, les armes à feu comptent pour 46% de tous les suicides.

Le Guyana est le pays qui enregistre le record mondial des suicides avec un taux de 44,2, pour 100 000 habitants.

À la recherche d'un instrument de musique à la hauteur de votre talent?

**Nantel**  
MUSIQUE

Pour le choix, les meilleurs conseils, le meilleur prix

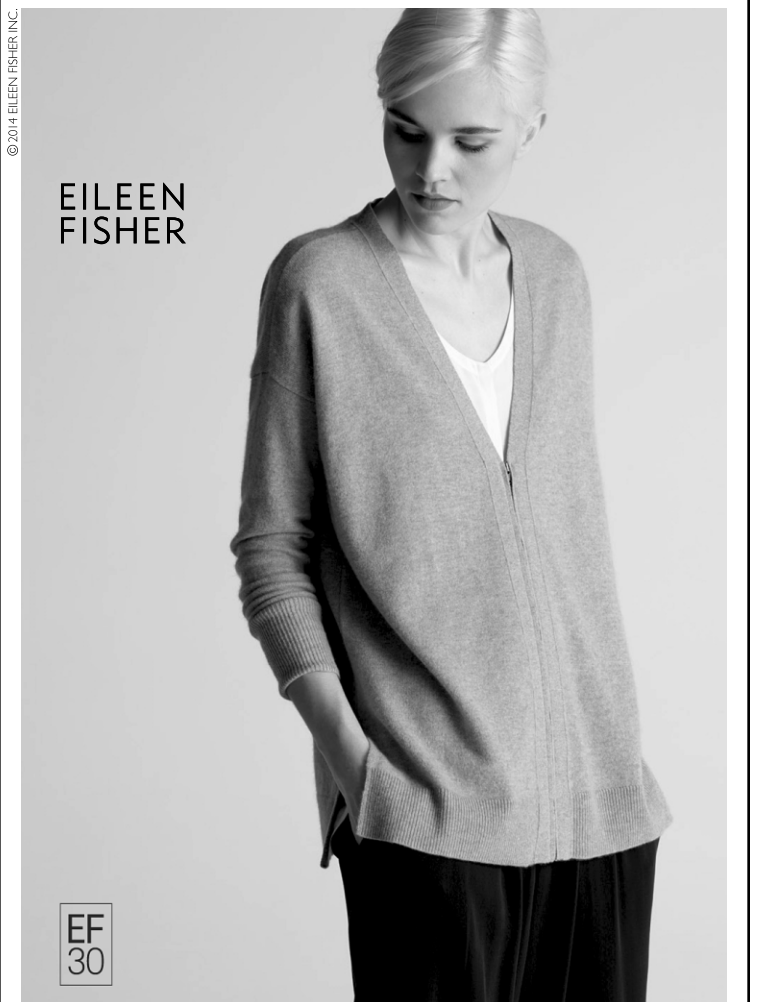


**PIANOS ACOUSTIQUES ET NUMÉRIQUES** jusqu'à 40% de rabais %  
NEUFS & D'OCCASION, PARMI LES PLUS GRANDES MARQUES

pour un meilleur service  
prenez rendez-vous  
Dave 514 944-7889



**MONTRÉAL, 514 750-9818** | **LAVAL, 450 967-7777**  
4590 boul. St-Laurent | 395 boul. St-Martin ouest



EILEEN FISHER

EF 30

**RITSI**

TAILLES 6 À 24

4863, rue Sherbrooke Ouest  
514 481-8600

LUN AU VEN: 10H À 18H - SAM: 10H À 17H - DIM: 12H À 17H WWW.RITSIPLUS.COM



DU 4 SEPT AU 14 SEPT 2014 **40%\*** LE PAOLO CONTEMPORAIN INTEMPOREL



fait ici

**Perez** vous offre 40% sur la collection PAOLO pour une période limitée. Ainsi que 35% sur sa gamme courante de mobiliers contemporains, toujours offerts à prix d'atelier. \*détails en salle de montre



**Perez**  
mobilierperez.com fait ici

atelier | salle de montre  
1247 de Condo, Montréal  
Québec H3K 2E4  
514 933 3993

lundi au mercredi 10h-18h  
jeudi et vendredi 10h-21h  
samedi + dimanche 10h-17h



## À BIEN Y PENSER

Le gouvernement Couillard se réunit pour deux jours en caucus spécial pour discuter de son programme de compressions. À quel endroit? Au Holiday Inn de Drummondville? Au Comfort Inn de Saint-Hyacinthe? Non, au somptueux Manoir Richelieu, avec vue sur le fleuve. Un bel endroit pour parler d'austérité!

— Michel Labrosse

## DÉBATS

## Le test de Philippe Couillard



ALAIN DUBUC  
COLLABORATION SPÉCIALE  
adubuc@lapresse.ca

La question que se posent tous ceux qui suivent l'actualité politique de près, c'est de savoir si le gouvernement libéral sera capable de passer à travers le mur de résistance qui s'érigera contre ses politiques d'austérité. Ce sera le grand test de la rentrée politique du premier ministre Philippe Couillard.

La question est légitime, mais ce n'est pas celle que l'on devrait d'abord se poser. La vraie question, c'est qu'est-ce qui arrivera si le gouvernement échoue dans ses efforts pour restaurer l'équilibre budgétaire? L'enjeu est là.

Le Québec est aux prises avec une crise financière structurelle qui ne disparaîtra pas d'elle-même. Il traverse en outre une période de stagnation économique. Le mélange est pernicieux. Le Québec ne peut pas se payer le luxe de ne pas résoudre ce double problème. Parce que ne rien faire, c'est amplifier l'impasse. M. Couillard comparait hier la crise actuelle à celles de 1982 et de 1997. Il a tout à fait raison.

Jusqu'ici, le gouvernement Couillard a l'opinion publique de son côté, ce qui lui donne un bon de

*La vraie question, c'est qu'est-ce qui arrivera si le gouvernement échoue dans ses efforts pour restaurer l'équilibre budgétaire?*

coup de pouce. Le taux de satisfaction à l'égard du gouvernement, selon notre plus récent sondage CROP, à 44%, est relativement élevé dans les circonstances. L'appui aux libéraux reste bon, à 41%, tandis que les caquistes récoltent 27%. C'est dire que les deux tiers des électeurs voteraient pour deux partis qui prônent la rigueur financière.

Mais on sait aussi que cet appui s'effritera à mesure que l'on passera de la théorie à la pratique. Si les gens sont d'accord avec le principe de la rigueur budgétaire, leur soutien deviendra certainement moins solide quand ils verront les effets concrets des mesures d'austérité.

La position gouvernementale perdra également des appuis à mesure que le mouvement d'opposition va s'organiser. Déjà, les employés municipaux tentent de rallier les employés provinciaux à leur cause. Ajoutons les négociations du secteur public, celles des médecins, la traditionnelle coalition arc-en-ciel des organismes communautaires, de la mouvance de gauche, du monde de la culture. Les citoyens ne changeront pas d'idée pour autant, mais on a vu, avec le conflit étudiant, que les Québécois ont horreur de l'instabilité, assez pour préférer le statu quo aux crises sociales.

Jusqu'ici, la démarche sobre adoptée par le premier ministre Couillard et son équipe a donné de bons résultats: un mélange de fermeté et de pédagogie où l'on tente de faire appel à l'intelligence et au bon sens des citoyens. Il pourra également compter sur les travaux des deux commissions qu'il a mises sur pied, sur la révision des programmes et sur la fiscalité.

Ce qu'on ne sait pas encore, parce qu'il s'agit d'un nouveau gouvernement, c'est si M. Couillard sera capable de résister aux pressions et s'il fera preuve de la constance qui a manqué à ses deux prédécesseurs, Pauline Marois et Jean Charest.

Mais pour gagner cette bataille, il faudra un débat collectif qui dépasse la fiscalité et les finances publiques. Il existe au Québec un attachement très profond aux acquis. On oublie que la défense des acquis et la défense des grandes valeurs qui façonnent notre société, ce n'est pas du tout la même chose. Il y a des moments où, pour préserver l'essentiel, il faut accepter des changements qui semblent être des reculs.

Le Québec a un choix. S'il tient à ce qu'il a accompli, il devra changer, assainir ses finances, dynamiser son économie. C'est une voie que les pays scandinaves ont empruntée pour sauver leur modèle. Mais il y a un autre modèle qui exerce toujours un grand attrait au Québec: celui de la France, un pays qui a choisi de ne pas changer, et qui ne fait que s'enfoncer.

## La tyrannie du téléphone intelligent

Tel Narcisse, les jeunes n'ont l'impression d'exister que lorsqu'ils sont sous le regard des autres



RÉJEAN BERGERON  
L'auteur est enseignant de philosophie au Cégep Gérald-Godin

Cinq minutes avant de commencer mon cours. La porte de mon local étant fermée à clef, les étudiants attendent dans le corridor. Ils sont nombreux, l'endroit est étroit. Pourtant, un silence de mort règne sur les lieux. Que se passe-t-il? La température, l'heure matinale? Non. Appuyés sur le long mur du corridor, ils contemplent cet objet du désir qui les fascine: leur téléphone intelligent!

Cette scène, maintenant courante dans nos établissements d'enseignement, laisse songeur, soulève bien des questions. Le naïf pourrait s'imaginer qu'on a tout simplement affaire à des étudiants studieux qui profitent de quelques minutes à leur disposition pour lire le dernier article de Noam Chomsky, pour réviser leurs notes de cours ou tout simplement pour suivre l'actualité. Toutefois, à voir leurs doigts caresser la surface lisse de cet objet mythique, tout laisse plutôt croire qu'ils sont occupés à faire défiler le mur Facebook sur lequel eux et leurs amis se renvoient mutuellement leurs images.

J'ouvre la porte de ma salle de cours. Mes étudiants, certains comme des zombies, entrent calmement dans le local, toujours les yeux rivés sur l'écran de leur téléphone. Évidemment, vous le devinez, je dois leur demander d'éteindre et de ranger leur bidule électronique. Mais comptez sur moi, ce sera la dernière fois.

Fils du dieu-fleuve Céphise et de la nymphe Liriopé, déjà très jeune, Narcisse était réputé pour sa très grande beauté. Tellement que le devin Tirésias, ce prophète de malheur, avait prévenu ses parents que leur fils pourrait vivre tant et aussi longtemps qu'il ne croiserait pas son image.

Un jour, voulant s'abreuver à une fontaine, il vit le reflet de son visage à la surface de l'eau. Ce fut le coup de foudre! Séduit, obnubilé, hypnotisé, il tomba tellement amoureux de son image qu'il n'arrivait plus à se détacher de son reflet. Les heures et les jours passèrent. Oubliant de boire et de manger, ses forces périclitèrent, il devint l'ombre de lui-même et mourut.

Je demande à mes étudiants ce qu'il faut comprendre de cette histoire. Au début, les commentaires se font attendre. Usant d'une technique pas très subtile, mais maintes fois éprouvée, je pointe du doigt quelques étudiants, les enjoignant, sourire en coin, de répondre à ma question, quitte à ne me donner qu'une parcelle, qu'un début de réflexion. Et ça marche. Ils sont intelligents, mes étudiants. Ils comprennent bien que ce mythe



IMAGE TIRÉE DE LA COLLECTION DE LA GALERIE NATIONALE D'ART ANCIEN DE ROME  
Ayant vu son visage dans l'eau, Narcisse tomba tellement amoureux de son image qu'il oublia de manger et de boire et en mourut.

s'adresse à eux et qu'il parle de leur façon de vivre.

Ainsi, après débats et réflexion, on en vient à la conclusion suivante: celui qui consomme des images à outrance, la sienne ou celles des autres, qui a l'impression d'exister seulement lorsqu'il est sous le regard de l'autre, en oubliant, tout comme Narcisse, de

moque de plus en plus actuellement, n'est que le symptôme d'une tendance plus invasive et plus pernicieuse qui touche nos sociétés: celle de l'omniprésence et de la dictature de l'image.

Et mes étudiants? Au bout du compte, je pense qu'ils ont bien aimé ce cours. Mais avant de les lais-

**Celui qui consomme des images à outrance, la sienne ou celles des autres, finit tôt ou tard par donner plus de valeur à ces images qu'aux idées.**

s'alimenter des fruits de la connaissance afin de nourrir son esprit, finit tôt ou tard par donner plus de valeur à ces images qu'aux idées, à son image qu'à son intériorité, à vivre dans l'apparence et la superficialité et à confondre la réalité avec un monde fait d'illusions et de fausses attentes.

Même cette manie de faire son égoportrait ou son *selfie*, dont on se

ser partir, j'ai tout de même pris la précaution de leur faire signer une déclaration dans laquelle ils s'engagent dorénavant à ne plus allumer et consulter leur téléphone intelligent en classe, et ce, même pendant la pause. Et vous savez quoi? Je crois que quelque part à l'intérieur d'eux, ils se sentent soulagés. Enfin, on pourra s'entendre penser!

### LETTRÉ AUX ÉCOSSAIS

## Ne croyez pas les marchands d'illusions



BERNARD AMYOT  
Avocat, ancien président national de l'Association du Barreau canadien

Loin de moi l'idée de m'immiscer dans les affaires de votre pays, à la veille du référendum du 18 septembre sur l'indépendance de l'Écosse. En tant que Québécois francophone ayant vécu deux référendums, j'ose croire que vous apprécierez ma tentative imparfaite d'apporter un certain éclairage à votre débat sur la sécession du Royaume-Uni.

d'une ville cosmopolite et bilingue, où francophones, anglophones et allophones prospèrent ensemble, malgré ce que les leaders sécessionnistes ici semblent parfois souhaiter.

Notre historique de coexistence et de métissage ne veut pas pour autant dire que nous vivions dans un monde idéal. Mais les tensions créatrices d'un État fédéral créent des contrepoids menant à une solidarité entre les mieux et les moins bien nantis, laquelle évolue de façon cyclique au gré des prospérités relatives.

Comme le président Clinton nous le rappelait dans son discours de Mont-

s'appuient toujours, bien qu'ils s'en défendent, sur une vision ethnique du nationalisme qui n'embrasse pas la diversité et fonde sa vindicte contre «l'argent et les votes ethniques», comme nous le rappelait tristement le premier ministre Parizeau, chef du camp du Oui, le soir de sa défaite en 1995. Leur idéologie identitaire blâme la langue anglaise de tous les maux. Cet «Autre» qu'il vilipendait, en passant, incluait les Québécois d'origine écossaise qui vivent à Montréal depuis des décennies, sinon des siècles.

Bien que la question qui vous est posée soit claire, la définition de ce que sous-entend le mot «indépendance» n'est pas simple. À ce titre, évitez de croire les marchands d'illusions qui vous diront qu'avec un Oui, tout devient possible, que vos relations avec la Grande-Bretagne s'amélioreront et que la livre sterling, l'Union européenne, la BBC, etc., seront maintenues sans turbulences.

Pas plus que ceux qui, au nom d'une moralité supérieure, vous diront que la sécession est requise pour vous débarasser d'un gouvernement conservateur à Londres. Ni ceux qui prétendent qu'une majorité qualifiée de plus que 50% plus un vote ne soit pas nécessaire avant d'enclencher une sécession irréversible. Le sort d'un pays ne devrait pas être laissé aux soins d'une seule personne.

Je crois que nous sommes «mieux ensemble». Il vaut mieux résoudre ses divergences de l'intérieur que de l'extérieur.

**Évitez de croire les marchands d'illusions qui vous diront qu'avec un Oui, tout devient possible et que vos relations avec la Grande-Bretagne s'amélioreront.**

Montréal est à la province de Québec au Canada ce que Glasgow est à l'Écosse au Royaume-Uni. Peu de gens (incluant plusieurs Montréalais) savent qu'autour de sa croix rouge, le drapeau montréalais arbore un chardon écossais, une rose anglaise, un trèfle irlandais et une fleur de lys française, en l'honneur des peuples fondateurs de notre cité moderne.

Il s'agit d'une expression de notre capacité de vivre ensemble, dans une délicate, mais non moins durable harmonie, en dépit de nos langues, cultures et religions différentes. C'est en fait ce qui a donné à Montréal la réputation

Tremblant en 1998, «il est toujours plus difficile de s'entendre que de promouvoir la rupture». Cela peut sembler une évidence, mais il n'en est rien. M. Clinton avait dressé une longue liste de situations intenable, d'oppression même, où ethnies, religions, langues et races s'affrontaient et où la sécession semblait parfois la seule solution. En dépit de cela, il plaidait avec raison que des arrangements fédératifs permettant la coexistence des uns et des autres étaient en tout temps préférables.

Je mentionne ceci parce que les leaders sécessionnistes québécois



Les concessionnaires Ford du Québec,  
complices du Festival Western de St-Tite.

# IL ÉTAIT UNE FOIS AU PAYS DU F-150



Découvrir l'interaction en utilisant **loyar**



Télécharger **loyar**



Numériser cette page



Interagir

**Ford**  
**PRIX**  
**EMPLOYÉS\***



F-150 KING RANCH 2014 ILLUSTRÉ (63 099 \$)

## F-150 LIMITED 4X4 2014 SUPERCREW

RAJUSTEMENTS DE PRIX TOTALS **14 911 \$\*\***  
TAXES EN SUS

RAJUSTEMENT PRIX EMPLOYÉS 8 161 \$  
ALLOCATION LIVRAISON 6 750 \$

GAGNEZ UN ENSEMBLE DE PNEUS  
DE VOTRE CHOIX  
CONCOURS « BIEN CHAUSSÉ AVEC FORD »

TOTAL DE 10 GAGNANTS  
DU 5 AU 14 SEPTEMBRE 2014 INCLUSIVEMENT.

POUR PARTICIPER, RENDEZ-VOUS À L'ÉCURIE FORD SUR LE SITE DU FESTIVAL.



CARACTÉRISTIQUES:

- MOTEUR V6 ECOBOOST® TI-VCT DE 3,5 L
- JANTES DE 22 PO EN ALUMINIUM POLI
- TOIT OUVRANT TRANSPARENT À COMMANDE ÉLECTRIQUE

Aucun achat requis. Coupon de participation et règlements du concours disponibles à l'écurie Ford sur le site du festival.



LES MEMBRES DE COSTCO ADMISSIBLES OBTIENNENT UN RABAIS ADDITIONNEL DE

**1 000 \$<sup>1</sup>**  
SUR LES VÉHICULES NEUFS SÉLECTIONNÉS



Allons plus loin  
| quebecford.ca |

LES ACHETEURS AVISÉS LISENT LES PETITS CARACTÈRES. Les véhicules illustrés peuvent être dotés d'équipements offerts en option. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Ces offres s'adressent à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Un dépôt de sécurité pourrait être exigé par Crédit Ford selon les termes et conditions régissant le contrat de crédit du client. Ces offres excluent les frais d'immatriculation, les assurances, le plein de carburant, des frais maximum de RDPRM de 44 \$ pour les véhicules loués ou achetés, plus des frais de services externes de 4 \$, les droits spécifiques sur les pneus neufs, la TPS et la TVQ. Tous les prix et rabais sont appliqués à partir du prix de détail suggéré par le constructeur (PDSC). Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Ford, ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673. Pour les commandes à l'usine, un client admissible peut se prévaloir des primes/offres promotionnelles de Ford en vigueur soit au moment de la commande à l'usine, soit au moment de la livraison, mais non des deux. Les offres des concessionnaires ne peuvent être combinées à l'assistance-compétitivité des prix, à la réduction de prix aux gouvernements, aux primes pour la location quotidienne, au programme d'encouragement aux modifications commerciales ou au programme de primes aux parcs commerciaux. \* Les prix employés de Ford (« prix employés ») sont en vigueur du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2014 (la « période du programme ») et incluent les rabais de primes aux parcs commerciaux. \*\* Les taxes en sus sont en vigueur du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2014, après déduction des rajustements de prix totaux de 14 911 \$. Les rajustements de prix totaux sont une combinaison du rajustement Prix employés de 8 161 \$ et de l'allocation livraison de 6 750 \$. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix à l'achat, après déduction du rajustement Prix employés. L'offre inclut les frais de transport et la taxe sur le climatiseur de 1 700 \$ et 100 \$. Les rabais à la livraison ne peuvent être combinés aux incitatifs clients relatifs aux parcs commerciaux. \* Cette offre est en vigueur du 3 septembre au 31 octobre 2014 uniquement (« la période de l'offre ») et s'adresse aux résidents canadiens membres en règle de Costco, en date du 31 août 2014 ou avant, qui achètent ou louent un véhicule Ford 2014/2015 neuf (à l'exception des modèles suivants : Fiesta, Focus, C-MAX, GT500, de la Mustang édition 50e anniversaire, Raptor et camions poids moyen) (chacun étant un « véhicule admissible »). Une seule offre est applicable à l'achat ou à la location d'un (1) véhicule admissible par membre admissible de Costco, jusqu'à concurrence de deux (2) véhicules par numéro de membre de Costco seulement. Cette offre est transférable au membre admissible de Costco. Les taxes s'appliquent avant la déduction de 1 000 \$ CAN. Ces offres sont d'une durée limitée et sont valides seulement chez les concessionnaires participants. \* utilisée en vertu d'une licence accordée par Price Costco International, Inc. © 2014 Ford du Canada Limitée. Tous droits réservés.